

De la déportation à l'invisibilisation

La *dénaturalisation* des Indiens calchaquí (Nord-Ouest argentin), XVII^e-XXI^e siècles

From Deportation to Invisibility

The Denaturalization of the Calchaquí Indians (Northwestern Argentina), 17th-21st centuries

De la deportación a la invisibilización

La desnaturalización de los Calchaquíes (noroeste argentino), siglos XVII-XXI

Christophe Giudicelli

Volume 41, Number 2-3, 2011

« Relocalisations » et résilience autochtone

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/1021613ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/1021613ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Recherches amérindiennes au Québec

ISSN

0318-4137 (print)

1923-5151 (digital)

[Explore this journal](#)

Article abstract

For 130 years, the Calchaquí Valley's Indians succeeded in preserving their autonomy against all colonizing devices of the Spanish province of Tucumán. Over the course of two campaigns, between 1659 and 1667, the Tucumán governor dramatically put down the resisting enclave by *denaturalizing* all valley inhabitants and relocating them all around the province, and even as far as Buenos Aires and the Río de la Plata's shores. Until recently, it has been believed that those deportations had erased any traces of the *Calchaquí* Indians in the region. The main objective of the present study is to re-open the case and to go beyond such an oversimplified perspective which neither takes into account the 19th and 20th centuries processes rendering them invisible nor the documentary evidences testifying to their significant presence, even as collective entities. The recent Argentinian historical and ethnohistorical developments on the issue, as well as the current re-emerging Indian movements, which directly question the heretofore unchallenged and long-held assumption that they disappeared, both call for such revision.

Cite this article

Giudicelli, C. (2011). De la déportation à l'invisibilisation : la *dénaturalisation* des Indiens calchaquí (Nord-Ouest argentin), XVII^e-XXI^e siècles. *Recherches amérindiennes au Québec*, 41(2-3), 61–82. <https://doi.org/10.7202/1021613ar>



DE LA DÉPORTATION À L'INVISIBILISATION

La *dénaturalisation* des Indiens calchaquís (Nord-Ouest argentin), XVII^e-XXI^e siècles

Christophe Giudicelli

CNRS-Cerhio—
Université de
Rennes 2

ON ENTEND AUJOURD'HUI par « vallées Calchaquies » une région du Nord-Ouest argentin (NOA) qui comprend le couloir interandin des rivières Calchaquí et Santa María. Il s'agit d'une région de hautes vallées andines au climat sec, aujourd'hui partagée entre les provinces de Salta, Tucumán et Catamarca. Ces vallées sont situées entre deux cordons montagneux dont les plus hauts sommets atteignent plus de 6 000 mètres d'altitude. À l'est, les Cumbres Calchaquies et la Sierra del Aconquija, qui appartiennent à la Sierra Pampeenne, les séparent de la plaine tucumano-santiaguègne, qui est elle-même une zone de transition avec les terres basses de l'Amérique australe : la Pampa et le Chaco. À l'ouest, les premiers sommets de la Cordillère des Andes les mettent en communication directe avec l'altiplano par les vallées transversales qui s'ouvrent d'ouest en est et par la vallée principale du Río Calchaquí, vers le nord.

Cette région jouit d'une certaine notoriété pour deux raisons très différentes. Elle est tout d'abord assez connue internationalement grâce à la beauté de ses paysages et à la qualité de ses vins, deux éléments qui expliquent le succès de son développement touristique. La deuxième raison qui vaut à cette région une relative célébrité nous intéressera plus directement ici, on s'en doute. Il s'agit du souvenir historique, fait de bruit et de fureur, des affrontements

qui ont caractérisé les relations entre Amérindiens et colons espagnols durant les cent trente premières années de la province coloniale du Tucumán, perdue aux confins méridionaux de la vice-royauté du Pérou. Autant que la résistance particulièrement vigoureuse des Amérindiens à la domination espagnole, c'est la résolution dramatique des affrontements qui aura marqué les esprits : au terme d'un ultime épisode de guerre, les autorités coloniales décidèrent de vider littéralement cette région de ses habitants, en *dénaturalisant* ces derniers, c'est-à-dire, si l'on s'en tient à l'acception espagnole du terme, en les déportant loin de leurs terres d'origine – *el natural* – et en les réinstallant de force, selon diverses modalités, aux quatre coins de la province et même, dans certains cas, à des milliers de kilomètres de là, à Santa Fe et à Buenos Aires.

Le caractère systématique, brutal et massif de cette mesure, ainsi que la prégnance de son écho dans le récit historique en ont fait peu à peu un événement emblématique à la fois de la région et de ses habitants amérindiens. Le terme même de « Calchaquí » est en effet associé tant à la bravoure qu'à l'infortune d'Indiens longtemps insoumis, mais finalement vaincus, et dont on a longtemps considéré qu'ils avaient été littéralement « effacés » au point de disparaître littéralement de la carte.

L'objectif de ce travail est de rouvrir ce dossier en dépassant cette



Figure 1
Carte de l'Argentine : l'encadré correspond à la province coloniale du Tucumán

perspective trop schématique, qui ne tient pas compte notamment du phénomène d'invisibilisation des populations amérindiennes qui a accompagné la construction de la légitimité politique de la jeune République argentine et des classes dirigeantes régionales à partir du ^{xix}^e siècle. Deux séries d'éléments autorisent et, à vrai dire, imposent cette révision : l'avancée relativement récente et de grande qualité de la recherche historique et ethnohistorique argentine sur le destin des divers groupes *calchaquis* déportés, et sur les phénomènes actuels de réémergence indienne dans la région, recherche dont les discours interrogent directement la thèse longtemps admise sans discussion d'une disparition corps et biens de tout élément amérindien.

Dans un premier temps, nous reviendrons brièvement sur la longue période de résistance des populations amérindiennes, qui réussirent à mettre en échec tous les dispositifs de conquête et de colonisation en conservant largement leur autonomie et en consolidant une zone réfractaire au sein de la province coloniale du Tucumán. Nous nous attarderons ensuite sur les mesures drastiques prises entre 1659 et 1667 par le gouverneur Alonso de Mercado y Villacorta pour réduire cette enclave rebelle.



Figure 2
Cuesta de Capillitas au-dessus d'Andalgalá (Catamarca)
(Photo de C. Giudicelli, août 2003)

Pour ce faire, il nous faudra revenir sur le cadre juridique dérogatoire dont jouissaient ces provinces périphériques au sein de l'empire espagnol d'Amérique, notamment en ce qui concerne les modalités de travail forcé et d'esclavage des Indiens pris *en juste guerre*. Nous verrons que ces mesures de déportation et de relocalisation furent appliquées aux divers groupes réunis sous l'appellation générique *calchaquí* suivant un éventail fort varié de situations, appelées à jouer un rôle important pour le maintien d'une identité collective et/ou d'une désignation hétéronome.

Enfin, nous examinerons les conséquences à plus long terme de ces déportations et du traitement historiographique dont elles ont fait l'objet jusqu'à une période assez récente. Nous verrons comment un faisceau de facteurs assez variés ont concouru à accréditer l'idée d'une disparition pure et simple de la totalité des Indiens *calchaquis* et à rendre transparents ou invisibles les populations amérindiennes de la région.

CENT TRENTÉ ANS DE CONFLITS ET DE RÉSISTANCE

Lorsqu'on évoque le passé colonial des vallées Calchaquies, on retient en général les phases de conflit ouvert mettant aux prises les groupes diaguitas et les colons espagnols. De fait, trois grandes guerres se distinguent assez nettement des périodes de conflit de plus basse intensité : le soulèvement général de 1562, sous l'impulsion supposée de Juan Calchaquí, qui donna son nom à la vallée ; le « grand soulèvement », une longue période de conflits ouverts s'étalant de 1630 à 1643 (Montes 1961) ; enfin, le conflit provoqué au moins en partie par Pedro Bohórquez, alias *l'Inca du Tucumán*, un mystificateur sévillan de génie qui réussit le tour de force de mystifier tout à la fois les Indiens, les autorités civiles et les missionnaires jésuites qui, tous, le reconnurent comme descendant de la dynastie cuzquéniennne (Piossek Prebisch 1999 [1976] ; Lorandi 1997). C'est à la suite de ce dernier conflit (1658-1659) que furent décidées les déportations massives des divers groupes amérindiens qui avaient réussi à échapper à l'emprise des agents de la Couronne d'Espagne.

Avant d'examiner plus en détail ces campagnes de *dénaturalisation*¹, il est important de procéder à un rappel



Figure 3
La Sierra de Quilmes, vue depuis les hauteurs d'Amaicha del Valle (Tucumán)
(Photo de C. Giudicelli, mai 2005)



Figure 4
La vallée du Río Calchaquí, à la hauteur de Seclantás (Salta)
(Photo de C. Giudicelli, mai 2011)

historique plus global, afin de bien percevoir les critères idéologiques qui justifiaient ce traitement de choix appliqué aux Indiens regroupés sous la catégorie *calchaquí*.

La conquête de ce qui devait s'appeler la « Province de Tucumán, Juríes et Diaguitas » commence dans les années 1540-1550 (Bixio et Berberian 2007). Elle se fait dans le sillage des diverses convulsions dues aux guerres civiles du Pérou. La fin des années 1550 voit la fondation de quatre villes, encore que le terme de modestes bourgades

correspond davantage à la réalité : Santiago del Estero, Córdoba de Calchaquí, fondée au cœur des vallées qui nous intéressent ici, Londres, près de l'actuelle ville de Belén dans la province de Catamarca, et enfin Cañete, la première San Miguel de Tucumán, bâtie sur les contreforts orientaux de la Sierra de l'Aconquija. On sait assez peu de choses sur les relations entretenues entre la poignée de conquistadores et les Indiens durant ces premières années. Tout au plus qu'elles étaient difficiles, les Espagnols étant bien décidés à survivre en obligeant les populations locales, regroupées sous l'appellation générique de *diaguitas*, à leur fournir un certain nombre de prestations, en particulier dans le cadre de la *mita*² et de l'*encomienda*³, les deux dispositifs clés de l'incorporation forcée des Indiens dans le système de production colonial.

Ce qu'on sait en revanche très bien, c'est que ce *modus vivendi* précaire vola en éclat dès 1562 : en quelques semaines, les Indiens mirent à bas la quasi-totalité de l'édifice colonial. Ils rasèrent Londres, Cañete et surtout Córdoba de Calchaquí. Si les habitants des deux premières villes purent s'enfuir vers le Chili ou vers Santiago del Estero, ceux de Córdoba n'eurent pas cette chance : ils furent massacrés au terme d'un siège en bonne et due forme, les Indiens gardant comme prises de guerre femmes et enfants. Les rares survivants ayant pu se traîner jusqu'au siège de l'Audience de Charcas donnèrent les premiers témoignages de ce désastre, qui eut d'autant plus de retentissement qu'il venait s'ajouter à d'autres revers, notamment face aux Chiriguanos, et qu'on craignait un embrasement général susceptible de faire la jonction avec les Incas rebelles de Vilcabamba (Levillier 1922 : 86-97 ; Jaimes Freyre 1915 : 46-54).

Cette crainte était sans doute exagérée, mais il semble bien, en revanche, que des émissaires des Indiens diaguitas soulevés aient réussi à rallier leurs voisins de la Quebrada de Humahuaca et du sud de l'altiplano (Palomeque 2006). Pour prendre toute la mesure de l'effroi causé aux Espagnols, il faut ajouter à cela les divers témoignages rapportant le sort réservé aux femmes espagnoles, désormais concubines de leurs ravisseurs, tandis que leurs

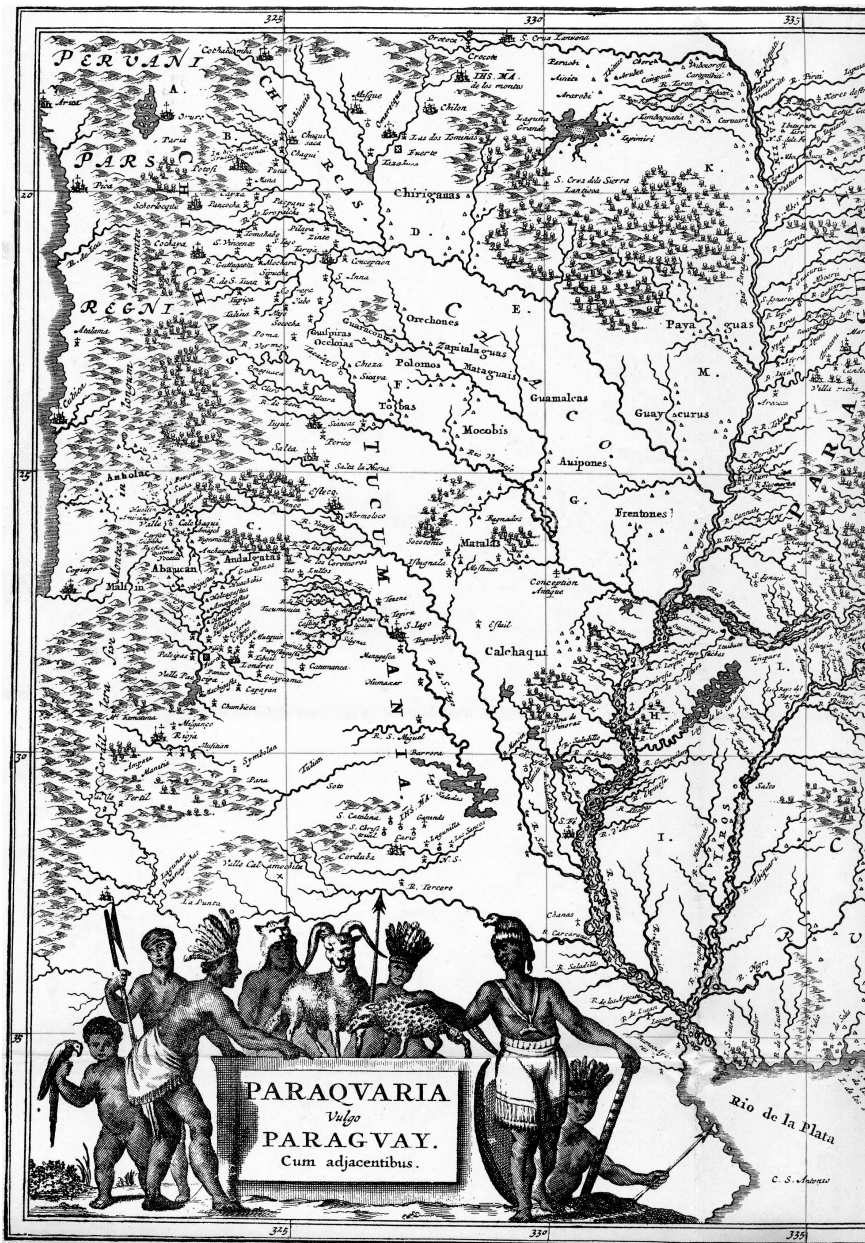


Figure 5
La province du Tucumán et le Chaco (détail de la carte de la province jésuitique du Paraguay du père Luís Ernot, 1632)
(Source : Furlong 1936)

enfants devenaient en quelque sorte des Indiens, étant intégrés sans retour dans leur société d'accueil (Giudicelli 2012).

Le soulèvement de 1562 établit durablement le cadre des relations – exécrables – entre ses habitants et les autorités coloniales. À partir de ce point de rupture, les Espagnols baptisèrent en effet *Valle de Calchaquí* – Vallée de Calchaquí – la partie de la vallée du Río Calchaquí où était censée s'exercer l'autorité du cacique du village de Tolombón, épice des alliances responsables de la destruction de Córdoba. La première dénomination de ce *Valle de Calchaquí* est donc intimement liée à des impératifs d'ordre public et de surveillance : pour l'heure, les Indiens labellisés *calchaquí*s ne peuvent être que suspects,

rebelles et susceptibles de constituer une menace, puisqu'ils sont réputés obéir à Juan Calchaquí, *cacique de los diaguitas*, véritable chef d'orchestre rouge d'une guerre qui a mis en échec l'extension de la zone de souveraineté espagnole.

Cette dénomination géographique aurait tout à fait pu disparaître ou perdre sa connotation rebelle originelle si, tout au long du siècle qui suivit cette première guerre, les groupes indiens de la Vallée n'étaient pas parvenus à s'opposer efficacement à la domination espagnole. Les premières auteurs à avoir proposé une approche ethnographique des divers groupes *calchaquí*s de la Vallée furent Lorandi et Boixados (1987-1988), dans un essai fondateur très détaillé mais, nous semble-t-il, plus soucieux d'identifier des unités (ou « groupes ethniques »), au détriment des logiques d'alliance plus fluides qui sous-tendaient cette résistance et dessinaient une véritable géopolitique indienne autonome et mouvante (Giudicelli 2007). Le fait est qu'alternant phases de négociation et guerre ouverte, les différents groupes confédérés suivant des logiques d'alliances fluctuantes, instables mais toujours efficaces, purent mettre en échec la colonisation de la vallée, en anéantissant par trois fois les projets de reconstruction d'une ville sur les ruines de la première Córdoba, en réduisant à néant les prétentions de leurs *encomenderos* et en poussant les jésuites à renoncer à leur mission (Amigó 2000 ; Giudicelli 2011d). Si la province de Tucumán est à peu près pacifiée dès la fin du XVI^e siècle, la vallée Calchaquí reste une poche irréductible, un véritable trou noir

colonial où la souveraineté espagnole se dilue. Un espace peuplé d'Indiens de guerre et qui, de plus, accueille toutes sortes de fugitifs en rupture d'obéissance (Giudicelli 2011c). Près d'un siècle après le soulèvement de Juan Calchaquí, les attaques causées par le mouvement de Pedro Bohórquez étaient de nouveau parvenues aux portes de San Miguel de Tucumán, du fort d'Andalgalá, et très près de Salta (Hernando de Torreblanca, 28-03-1644, in Pastells 1912 : t. II, 100-101). C'est dans ce contexte que le gouverneur Alonso de Mercado y Villacorta organisa une campagne de *pacification* extrêmement dure, qui s'acheva sur la déroute des *Calchaquí*s et la mise en place d'une politique systématique de déportation des groupes vaincus. Il ne s'agissait

NETTOYAGE PAR LE VIDE : LES DÉPORTATIONS DE 1659-1667

LA CAMPAGNE DE 1659 : RUPTURE LÉGALE ET INVENTION D'UN MODÈLE ÉCONOMIQUE

Figure 6
La première campagne de Mercado y Villacorta en 1659 (Modifié à partir de la carte de la province jésuitique du Paraguay dédiée au père Vicente Carrafa, 1647)

Tolombie (Tolombón)	Amaich (Amaicha)
Pacsioca (Pacioca)	Ingamana
Quilme (Quilmes)	Anchacpa
Yocavil	

(Source : Furlong 1936)

Pompona
Sicha
Ampac (Ampascacha)
Anguid (Anguingasta)
Huampolan
(Guampolan)
Amaich (Amaicha)
Ingamana
Anchacpa

attaqua, vainquit et dénatura lisa de la vallée toute la nation des Pulares, qui en neuf villages alignaient 400 Indiens de combat. Il pénétra plus avant à l'intérieur de Calchaquí et soumit les villages suivants : Cafayates, Zamalao, Chuchagastas, Amianas, Anquingastas, Guanpolanes, Ampacaschas, Gualfines, Taquigastas, Pomponas, Sichagastas, Ingamanas, Colalao y Tolombones, qui alignaient au total 1200 Indiens en armes (Figuerola y Mendoza 1662 [1923] : 259)⁶.

65
RECHERCHES AMÉRINDIENNES AU QUÉBEC, XLI, NOS 2-3, 2011

leur retournement et de leur participation en tant qu'« Indiens amis » pour le reste des opérations militaires contre leurs voisins encore insoumis. Par mesure de précaution, ils furent néanmoins déplacés vers le nord de la vallée, pour établir une zone tampon entre eux et les Quilmes encore soulevés et mal disposés à leur égard, pour d'évidentes raisons (Cruz 1997 ; López de Albornoz 1991 ; Boixados 2011a).

En 1660, le gouverneur Mercado y Villacorta dut quitter la province du Tucumán pour effectuer un autre mandat à la tête de la province du Río de la Plata. Son éloignement à Buenos Aires et sa confrontation avec d'autres situations de guerre indienne, notamment dans la province de Santa Fe (Giudicelli 2009a ; AGI, Charcas 122, 48), lui permirent entre autres choses d'affiner ses arguments pour justifier sa politique de répression. Il faut dire que leur légalité était plus que sujette à caution, notamment en ce qui concernait la répartition et la dispersion des *pièces*, arrachées individuellement à leur communauté d'origine. Dès mai 1661, dans un rapport adressé au roi d'Espagne depuis Buenos Aires (Mercado 1669 [1923] : 236-242), Mercado s'attache à doter a posteriori les mesures qu'il a prises d'un cadre juridique. On y apprend notamment que ce qui a assuré le succès du recrutement de la troupe c'est la promesse, diffusée par crieur public dans l'ensemble des villes de la province, d'une rémunération en nature – c'est-à-dire en prisonniers – pour quiconque participerait à la campagne. Cette mesure mérite un examen approfondi, car elle se fonde sur une extension au Tucumán d'une pratique dérogatoire légalisée dans un cadre bien particulier et expressément circonscrite au Paraguay une quarantaine d'années auparavant. Concrètement, ce qui avait motivé l'engagement des « jeunes gens seuls [*mozos sueltos*] et habitants pauvres qui composaient l'essentiel des trois cent soixante-dix hommes de l'armée » c'est la promesse de repartir avec dans leurs bagages un ou plusieurs Indiens attachés à leur service pour une durée qui resterait à déterminer (Doucet 1988 : 92 et sq.). Il s'agissait là d'une pratique ancienne : ce qu'on appelait l'*encomienda de pièces*. Massive dans les premiers temps de la Conquête, elle avait été sévèrement interdite depuis longtemps dans les régions centrales de l'empire, et elle avait été bannie plus récemment des provinces périphériques de la vice-royauté du Pérou, dont le Tucumán faisait partie (Doucet 1982 : 295 et sq.). Ces *Ordonnances* étaient on ne peut plus claires : en plus d'abolir le *service personnel* (le travail forcé), elles interdisaient avec fermeté les *compositions*, c'est-à-dire la séparation d'un groupe en plusieurs *encomiendas* et, plus encore, la dispersion géographique de ses membres⁷. Dans les faits, cette pratique n'avait jamais disparu, ni du Tucumán ni d'aucune des provinces périphériques de l'Empire, mais, à l'exception du Chili, où l'esclavage des Indiens rebelles avait été rétabli en 1608 (Obregón Iturra et Zavala 2009), elle avait rarement été aussi massivement mise en application, surtout à une date aussi tardive. Le plan d'« intéressement aux bénéfices » élaboré par le gouverneur Mercado venait la réhabiliter officiellement. Ce qui avait assuré le succès de cette campagne de recrutement,

c'est donc la diffusion sur la place publique – au sens propre du terme – de l'Édit royal du 16 avril 1618 concernant le cas très précis et limité des villes d'Asunción et de Concepción del Bermejo, qui faisaient alors face aux attaques de divers groupes guaycurús et payaguás du Chaco. Ce document officiel avait été réclamé à cor et à cri depuis 1613 par les autorités locales et avait fait l'objet d'un mémorial rédigé par les Jésuites du Paraguay en 1615. Il prévoyait une dérogation explicite aux *Ordonnances* d'Alfaro déjà évoquées, et autorisait en particulier « [...] que l'on fasse une guerre à feu et à sang contre les deux nations d'Indiens citées, les Guaycurús et les Payaguás ». Pour préciser le cadre strict de cette dérogation, le même document précisait que

bien que l'on fasse une guerre à feu et à sang contre ces nations, cette guerre n'est pas offensive mais bien défensive, dans la mesure où ces nations vont inquiéter les villes, les Espagnols et les Indiens de service de leur juridiction (in Pastells 1912 : vol. I, 249 et 261).

En d'autres termes, ce texte ne contredisait pas seulement les *Ordonnances* d'Alfaro sur le service personnel : il allait à rebours de la politique de prudence observée par les vice-rois du Pérou sur la guerre offensive depuis le début du siècle. Il s'agissait donc d'une mesure d'exception, dont l'extension avait d'ailleurs été refusée maintes fois à d'autres juridictions voisines, Santa Fe notamment. Or c'est précisément ce texte que le gouverneur Mercado avait de son propre chef choisi d'appliquer aux Indiens de la vallée Calchaquie, en s'appuyant sur un argument qui peut sembler un peu léger : celui de la ressemblance :

J'ai rendu public [...] un édit de Votre Majesté émis en faveur des provinces du Paraguay qui autorisait le service personnel pour les pièces capturées pendant la guerre menée contre une certaine faction d'Indiens, dont les délits consistant à brûler des églises, envahir les frontières et soumettre les juridictions concernées au vol et au pillage m'ont paru semblables à ceux que ces barbares commirent lors de leur soulèvement et au moment où la guerre éclata. (Mercado y Villacorta 1661a [1923] : 237)

L'argument de la *ressemblance* peut sembler un peu mince au regard de la stricte légalité. C'est pourtant cette liberté prise par Mercado vis-à-vis de la loi qui lui permit d'assurer le succès de son opération en institutionnalisant le financement de la guerre par l'attribution de captifs aux soldats participant aux opérations. Il ne s'agissait pas à proprement parler d'esclavage, mais de ce que l'on parfois appelé le « dépôt » (*depósito*) : les prisonniers pris dans le cadre de la rébellion contre les deux Couronnes (celle de Dieu et celle du Roi) étaient condamnés à servir pour un temps donné (dix ans, vingt ans, toute leur vie) la personne à qui ils avaient été confiés. Dans les faits, la différence entre ce statut et celui d'un esclave était parfois ténu. Cependant, s'ils étaient attachés à la personne de leur dépositaire, ils ne pouvaient pas être vendus, ce qui rapprocherait ce statut de celui de *yanacóna*, qui avait cours dans les premiers temps de la Conquête et qui était censé avoir disparu (Doucet 1982). On trouve néanmoins des mentions très tardives d'« esclaves », qui en disent long sur la labilité des frontières entre l'un et l'autre de ces

statuts (Doucet 1988 : 90 et sq.), au point d'ailleurs que même les membres du Conseil des Indes lui reprochent expressément « d'avoir [capturé] mille Indiens et de les [avoir] distribués comme esclaves parmi les soldats », rappelant avec fermeté qu'il s'agissait là d'une pratique rigoureusement interdite « par un nombre infini d'édits cédules royaux » (AGI, Charcas 122, exp. 44).

Si l'on excepte ce premier accueil franchement défavorable à l'ensemble des mesures prises par Mercado, l'extension sauvage de ce texte de loi ne donna lieu à aucune protestation officielle, bien au contraire : son acceptation tacite, puis sa ratification explicite par le vice-roi et enfin le Roi lui-même (Figuerola y Mendoza 1662 [1923] : 256), permirent la généralisation et la massification cette pratique. Le gouverneur Mercado s'en chargea d'ailleurs personnellement. Dans le sillage de la politique qu'il avait menée au Tucumán, il autorisa de même une distribution de centaines de *pièces* aux soldats qui avaient participé à une gigantesque opération de ratissage menée dans le Chaco depuis les villes de Santa Fe et de Corrientes dès 1663 (*Actas del Cabildo de la ciudad de Santa Fe* : 174-177). Il s'agissait moins d'une pratique nouvelle pour les habitants de ces deux villes, pour lesquelles ces *razzias* étaient une pratique courante, que d'une officialisation de leurs agissements (Giudicelli 2009). On remarquera tout de même que les *encomenderos* de Santa Fe, qui réclamaient en vain l'extension du fameux édit de 1618 depuis des années, trouvèrent un écho particulièrement favorable auprès d'un Mercado galvanisé par ses récents succès militaires. Cela légitimait une pratique de captation de main-d'œuvre qui avait été systématiquement dénoncée jusque-là par la Couronne et la Compagnie de Jésus ; cela ouvrait la porte à toutes les formes de dispersion des populations vaincues, notamment à la pire d'entre elles : le démembrement pur et simple des unités sociopolitiques, voire des structures familiales.

De ce point de vue-là, la solution finale élaborée pour la « question calchaquie » constitua un tournant dans l'organisation et le financement des opérations militaires contre les Amérindiens. Elle transforma également la machine étatique sur le plan local en une puissante force centrifuge qui dispersa les prisonniers de plus en plus loin, suivant une logique qui ne respectait plus guère que les termes négociés entre les parties des forces de « pacification », oubliant largement les règles légales censées régir le placement des captifs, même pris « en juste guerre ». À partir de 1659, on n'hésita plus à prévoir et à négocier la rémunération en nature du renfort militaire d'une ville ou d'un particulier. Dans un long rapport qu'il adresse au souverain espagnol, le successeur de Mercado, Lucas de Figuerola y Mendoza, propose ainsi explicitement que l'on intéresse directement aux bénéfices des campagnes militaires les propriétaires de mines ou d'établissements agricoles qui, tous, « manquent d'Indiens pour leurs mines et leurs travaux agricoles ». (Figuerola y Mendoza 1662 [1923] : 257) Cette proposition ne pouvait qu'être favorablement accueillie, tant la baisse démographique de la population amérindienne dans les zones dominées avait

été forte (Noli 2001a et 2003; López et Bascary 1996). La première campagne avait constitué une véritable aubaine. Elle avait permis de réalimenter en main-d'œuvre bon marché les structures de production coloniales.

LE SECOND SOUFFLE DE L'ENCOMIENDA AU TUCUMÁN

L'*encomienda*, institution typique des débuts de la Conquête espagnole, perdit progressivement de son importance dans les zones centrales de l'Empire à partir des Lois nouvelles de 1542. Sur ces terres de confins, au contraire, les gouverneurs conservaient le privilège exorbitant de distribuer au nom du Roi des *encomiendas* à qui bon leur semblait. Le Tucumán fut l'une des provinces où l'*encomienda* connut la vie la plus longue : on en retrouve jusqu'à la veille de l'indépendance de l'Argentine. Conformément aux *Ordonnances de peuplement* édictées en 1573, les gouverneurs successifs avaient distribué la population indienne aux principaux agents du nouvel ordre colonial (*Ordenanzas...* in Morales Padrón 1979 : 489-518). Chaque fondation de villes s'accompagnait en effet de l'attribution d'*encomiendas* : celle de La Rioja en 1591, par exemple, donna lieu à la création de cinquante-six titres (Moyano Aliaga 1991).

Dans le cas présent, les choses étaient quelque peu différentes : la majeure partie des Indiens de la région avait déjà été répartie en diverses *encomiendas*, souvent à des dates très anciennes, mais, en raison de la résistance obstinée de ces Indiens, rares étaient ceux qui avaient pu en retirer le moindre bénéfice. Le cas de Luís de Toledo y Velasco est paradigmatique. En 1666, c'est-à-dire au moment de la déportation des Indiens quilmes, ce *conquistador* se plaint amèrement de n'avoir jamais pu tirer aucun profit de son statut d'*encomendero*, pas plus que son père avant lui, qui lui avait transmis un titre pour ainsi dire virtuel (AHPC, Escribanía, I, leg. 125).

Une mesure incitative du gouverneur Mercado consista donc à procéder à des « compositions » : il s'agissait de promettre sous forme d'*encomiendas* tel ou tel nombre de familles d'Indiens vaincus en échange d'une participation effective à la campagne de *pacification* ou moyennant finance (De la Orden de Peracca et Parodi 2008; Boixados 2011a). Cette mesure était théoriquement interdite, mais là encore son succès assura sa légitimité, après coup. Elle n'était d'ailleurs pas nouvelle dans la province : en 1631, au tout début du « Grand Soulèvement », le gouverneur Francisco de Albornoz avait obtenu des *encomenderos* d'Indiens calchaquies qu'ils cèdent un tiers de chacune de leurs *encomiendas* pour rétribuer les soldats employés à la fondation de la ville qu'il projetait d'édifier dans la vallée, Nuestra Señora de Guadalupe (Levillier 1926-1930 : vol. 3, 411-417). Albornoz avait d'ailleurs créé pas moins de dix-neuf nouvelles *encomiendas* dans ce contexte-là (Larrouy 1923 : 75 et sq.). Il s'agissait d'une mesure dont la légalité était plus que douteuse, mais il faut bien reconnaître que les *encomenderos* en question avaient tout à y gagner : ils n'étaient jamais parvenus à faire travailler « leurs » Indiens jusque-là. Pour faire bonne mesure, Mercado y Villacorta accorda également une troisième vie

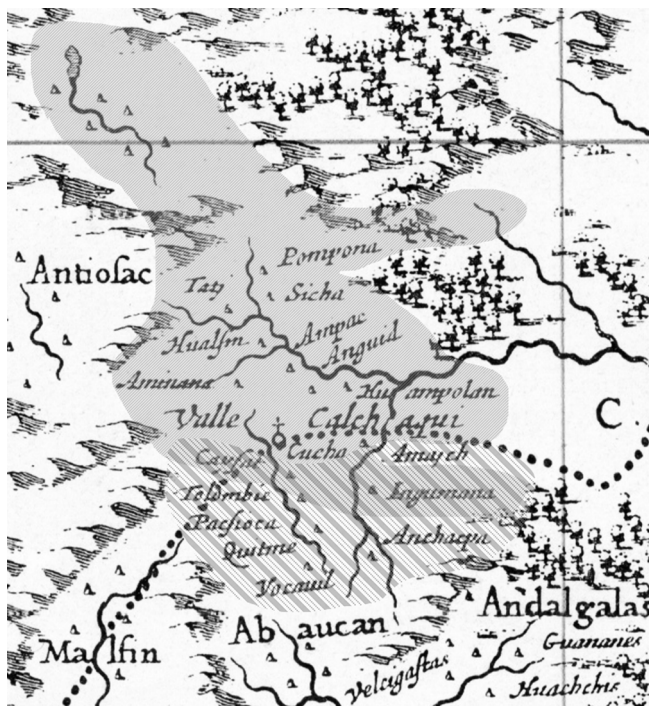


Figure 7
La deuxième campagne de Mercado y Villacorta en 1665 (Modifié à partir de la carte de la province jésuitique du Paraguay dédiée au père Vicente Carrafa, 1647)

RÉDUCTIONS DES PULARES (ZONE EN GRIS)

EXPLICATION DES TOPONYMES :

Tasti (Taquigasta)	Pompona
Hualfin	Sicha
Amimana	Ampac (Ampascacha)
Cucha (Chuschagasta)	Anguid (Anguingasta)
Cayfat (Cafayate)	Huampolan (Guampolan)
Tolombie (Tolombón)	Amaich (Amaicha)
Pacsioca (Pacioca)	Ingamana
Quilme (Quilmes)	Anchacpa
Yocavil	

(Source : Furlong 1936)

au titre des *encomenderos* qui participeraient à la guerre, en plus de leur promettre un accroissement des contingents qu'ils contrôlaient déjà (Mercado y Villacorta 1669 [1923] : 280). Comme il le dit lui-même dans un de ses rapports aux services de la Couronne, cette mesure était également illégale puisqu'il n'était pas habilité à le faire (AGI, Charcas 122, exp. 44). Dans tous les cas, l'intérêt des *encomenderos* ou des candidats à l'*encomienda* était évident : non seulement on leur fournissait de la main-d'œuvre soumise, mais en plus elle était en quelque sorte livrée à domicile, par la grâce des *dénaturalisations*. En outre, l'éloignement de leurs terres et la séparation du reste de leur groupe rendait difficile à ces Indiens d'échapper à la surveillance de leurs nouveaux – ou anciens – maîtres. Souvent réinstallés dans les propriétés de celui-ci, ils finissaient par se fondre dans la masse des « Indiens de service », un conglomerat hétérogène d'Indiens de culture et d'origine souvent très différentes, dont le commun dénominateur était de ne constituer qu'une force de travail. Les nombreuses études portant sur la visite générale de l'Oidor Antonio Martínez Luján de Vargas de 1692-1693 (Noli 2003; Bixio et al. 2009; González Navarro 2009; Boixados et

Zanolli; 2003, Farberman et Boixados 2006; Castro Olañeta 2007), effectuée un quart de siècle après les faits, montrent on ne peut plus clairement que les Calchaquis cohabitent avec d'autres Indiens venus, notamment, du Chaco, plus récemment capturés lors de campagnes menées suivant le même schéma et financées de la même manière. Sans forcer le trait outre mesure, on pourrait lire les campagnes de pacification de cette seconde moitié du XVII^e siècle et des premières décennies du suivant comme des expéditions destinées à assurer l'approvisionnement en main-d'œuvre de la province, financées en grande partie grâce à un système de prévente de l'usufruit des Indiens « pacifiés », par la Couronne et ses représentants.

LA CAMPAGNE DE 1665-1666 ET LA DISPERSION DES DERNIERS GROUPES CALCHAQUIS

La seconde vague de répression et de *dénaturalisation*, menée à partir de décembre 1665 par Mercado y Villacorta, de retour de Buenos Aires, s'ouvrit donc sous ces auspices très utilitaristes, pour ne pas dire franchement prédatrices. S'appuyant sur le succès militaire et économique de la première vague, elle reprit les modalités de financement que nous venons d'évoquer en les appliquant à une échelle encore bien supérieure : les groupes qui étaient parvenus à se soustraire à l'offensive de 1659 subissent une offensive d'autant plus implacable que leur sort était scellé d'avance. Mercado y Villacorta s'était mis en devoir de réunir au préalable les forces nécessaires à l'opération. Il s'agissait d'ordinaire d'une tâche ingrate, personne ne rêvant de risquer sa vie face à des Indiens que l'on savait rompus au combat, surtout si la rémunération était incertaine. Le rapport final adressé par le gouverneur pour rendre compte de sa victoire suffit à démontrer le succès du modèle économique proposé : il avait réussi en effet à réunir 540 hommes en armes, chiffre qui, à l'en croire « excédait en nombre l'estimation des forces possibles » (Mercado y Villacorta 1669 [1923] : 276). Rien n'avait été laissé au hasard : l'attribution des *encomiendas* avait été négociée avant le début de la campagne. En plus des Indiens destinés aux « soldats » participant directement aux opérations militaires, des contingents avaient été négociés pour subvenir aux besoins en bras des diverses villes qui avaient accordé leur appui à cette campagne. Grâce aux rapports et autres recensements des populations déplacées au terme des combats, on a une idée assez précise du destin et de l'attribution de ces Indiens vaincus. Si l'on suit les estimations du gouverneur, cette deuxième campagne eut comme résultat la capture de cinq cents *pièces* et la *dénaturalisation* d'environ cinq mille âmes, soit légèrement moins que lors de la première (Larrouy 1923 : 267). En revanche, la dispersion des groupes soumis lors de cette seconde campagne fut nettement supérieure.

« COMPOSITIONS » ET ATOMISATION

Les modalités de répartition de ces Indiens provoquent en effet le démembrement des groupes dont ils étaient issus. Tout d'abord, la mise en *pièces* qui avait

affecté ces derniers lors des opérations de guerre fut comparable ou supérieure à la précédente.

Pour se faire une idée de l'ampleur de cet éparpillement, il suffit d'écouter le témoignage du père jésuite Hernando de Torreblanca, qui avait été missionnaire parmi ces Indiens durant presque vingt ans. Expulsé *manu militari* sous l'influence de Bohórquez, il ne tarda pas à revenir dans la vallée... comme aumônier des troupes de *pacificación*, suivant une pratique courante au moins chez les jésuites (Giudicelli 2008a). Son rôle était crucial dans le dispositif de pacification mis au point par les autorités : il était quasiment le seul à parler le *kakan* et, grâce à son expérience de terrain, il avait une connaissance fine de chacun des groupes à réduire. Il était donc au premier plan lorsqu'il s'agissait de négocier la paix, de reconnaître les prisonniers et de procéder à l'enregistrement des familles à déporter. En dépit des dures condamnations que lui inspirait l'attitude de ses anciens néophytes, il détaille avec une émotion à peine contenue, trente ans après les faits, l'attribution de centaines de prisonniers aux soldats des différents corps de troupe venus des villes du Tucumán et même de Santa Fe :

La troupe de Córdoba passa, et tous emmenaient des prisonniers. La troupe de Santa Fe passa, emmenant les Indiens qui lui était échus. La troupe de Santiago passa et les soldats, les capitaines, tous emmenèrent leur rémunération en pièces et en familles. (Torreblanca 1999 [1696] : 111)

Mais, surtout, le démembrement des groupes touchés par cette seconde campagne fut beaucoup plus profond que lors de la première. L'unité privilégiée pour la mise à l'encan anticipée d'*encomiendas* prononçait leur dislocation presque totale. L'unité de base proposée à l'acquisition et à la mise à l'encan était en effet la *famille*, conçue sur le modèle de la famille nucléaire : père, mère, enfants et, dans de rares cas, quelques membres collatéraux (Boixadós 2011a). Cette unité avait été conçue pour répondre exclusivement aux besoins de la répartition – concrètement pour que tout le monde puisse être servi. Elle ne recouvrait en rien ni l'organisation familiale ni la structure politique des sociétés concernées. On mesure dès lors l'effet profondément destructurant de cet émiettement, qui portait un coup très grave aux groupes concernés, désormais fragmentés en une myriade de *familles* redécoupées de manière hétéronome, séparées les unes des autres et peu à même de maintenir ne serait-ce qu'une communication fluide entre elles. Si l'on s'en tient aux estimations des responsables de ces campagnes, chaque *famille* devait comporter environ quatre personnes : Mercado compte pour cette deuxième campagne « [...] mille deux cents Indiens de guerre, soit environ cinq mille âmes au total » (Mercado y Villacorta 1669 [1923] : 276)⁸.

Les documents qui nous sont parvenus et qui consignent l'attribution des vaincus ville par ville, et parfois *encomendero* par *encomendero*, donnent un aperçu vertigineux de cette dislocation. Selon le rapport de fin de campagne de Mercado, sur sept cent soixante familles, deux cent soixante furent envoyées à Córdoba, trois cent

cinquante à La Rioja et Catamarca et cent cinquante à Esteco. L'emploi de ces Indiens avait par ailleurs été défini en fonction des besoins des « commanditaires » :

- Sur les deux cent cinquante familles envoyées à Córdoba, toutes de *nation quilmes*, soixante-quatre restèrent dans cette ville. Trente-sept échurent à divers particuliers, en guise de paiement ; dix-huit furent placées sous l'autorité du Cabildo, pour assurer la maintenance du système permettant l'approvisionnement en eau potable (elles rejoignirent d'ailleurs les déportés malines « réduits » à ce même endroit appelé La Toma, en 1647 (Sosa Miatello et Lorandi 1991 : 12 ; Page 2004 : 642) ; sept furent affectées au service de l'Église et des couvents ; deux enfin furent en quelque sorte livrées à leur acquéreur, lequel avait avancé la somme convenue pour cela (González Navarro 2009 : 236-237). Le reste de ces familles quilmes furent acheminées au prix de souffrances indicibles à travers la Pampa pour être finalement installées dans la réduction de La Exaltación de la Cruz, au sud de la ville de Buenos Aires, dans un environnement dont elles ignoraient tout, et sans personne parlant leur langue (Torreblanca 1999 [1696] : 111). Cette réduction, créée de toutes pièces à environ 1500 km de leur village, sur la rive occidentale du río de La Plata, est à l'origine de la ville actuelle de Quilmes, située entre Buenos Aires et La Plata. Le déplacement de ces Amérindiens ne répondait pas uniquement à la volonté d'éloigner un danger potentiel de la province du Tucumán : il satisfaisait surtout une commande expresse de l'Audience royale de Buenos Aires. Le président de cette Audience⁹ avait en effet participé très concrètement aux préparatifs et au financement de la campagne du gouverneur sortant du Río de La Plata, dans le but d'obtenir pour les travaux de fortification du port de Buenos Aires une main-d'œuvre qui lui faisait cruellement défaut (Palermo et Boixados 1991 ; Carlón 2007). En d'autres termes, il s'agissait bel et bien d'un pré-recrutement d'un genre un peu particulier. Ces Indiens constituèrent durant plusieurs décennies la plus grosse réserve de main-d'œuvre de Buenos Aires, où ils furent employés non seulement dans la construction des fortifications et de la cathédrale, mais également dans la plupart des secteurs économiques, publics et privés : élevage, chargement et déchargement des bateaux (Carlón 2007). L'éclatement du groupe jusque-là très puissant des Quilmes ne se limita pas aux contingents dispersés à Córdoba ou « réduits » à Buenos Aires : d'autres familles, qui s'étaient enfuies vers Córdoba et Buenos Aires lors de la déportation allèrent grossir différentes *encomiendas* de Salta, de Tucumán, de La Rioja ou de Catamarca (Palermo et Boixados 1991).
- Les trois cent cinquante familles relocalisées dans les environs de La Rioja et de la vallée de Catamarca appartenaient aux différents groupes yocavils, ingamanas et tucumangastas (Rodríguez 2008 : 68). Avant leur expulsion, ils vivaient dans la vallée de Yocavil,

parfois appelée d'Anguinahao, délimitée au nord par la ville (indienne) de Quilmes, et au sud par un endroit connu sous le nom de Punta de Balasto. Leur relocalisation, sous la forme de familles prévenues aux habitants de La Rioja et de Catamarca, avait pour but explicite de fournir des bras pour la production de coton et pour la culture vitivinicole (Mercado y Villacorta 1666 [1923] : 267), deux secteurs de production essentiels à l'intégration de la région dans un espace économique plus global (Garavaglia 1984). Elle prit la forme d'une véritable atomisation des groupes de cette partie de la vallée, séparés en une myriade de « compositions » : pour la seule ville de La Rioja, on en dénombrait trente-neuf (Boixados 2011a). Ici encore, il faut souligner que l'apport de cette main-d'œuvre taillable et corvéable à merci fut essentiel au développement de la colonisation agricole de la région, ce qu'on a parfois appelé *la colonisation par l'estancia* (Quiroga 2007 : 74).

- Enfin, les cent cinquante familles restantes – la totalité des Indiens acalanes – furent installées à proximité de la ville d'Esteco, sur la frange la plus orientale de la province afin de renforcer cette juridiction déjà passablement dépeuplée et éprouvée par les incursions des Indiens mocovis venus du Chaco voisin (Mercado y Villacorta 1658 [1941-1944], vol. IV : 100-101). Le périple des Acalanes n'allait pas s'arrêter là : moins d'un an après ce premier déplacement forcé sur les terres basses, chaudes et humides, ils décidèrent de désertir, de quitter leur réduction militarisée et de regagner leurs hautes vallées andines. Malheureusement pour eux, la nouvelle de leur évasion précéda leur retour, et le gouverneur Mercado put les intercepter avant qu'ils ne puissent véritablement atteindre leurs terres. Repoussés vers les plus hauts sommets arides et enneigés des Cumbres Calchaquies, sans accès aux réserves de nourriture de la vallée, quadrillée par les Espagnols, ils durent se rendre à nouveau et subir un sort encore plus dur que celui qui leur avait été réservé l'année précédente. Nombre d'entre eux étaient morts – notamment une centaine de femmes et d'enfants précipités au fond des ravins – et un nombre également conséquent de « pièces » servit, selon une pratique désormais routinière, à rétribuer la troupe. Enfin, ce qui restait de la « nation des Acalanes » fut déporté vers Buenos Aires et installé dans la réduction des Quilmes. Selon le décompte effectué à ce moment-là, il ne restait qu'une quarantaine de familles. Pour faire bonne mesure, le gouverneur ajouta au cortège des déportés une dizaine d'autres familles, capturées lors de ce nouveau ratissage. Il s'agissait très probablement de populations « oubliées » lors des précédentes campagnes, ou de fugitifs ayant faussé compagnie à leurs nouveaux maîtres.

Dans la plupart de ces cas de dislocation de groupes en une série d'unités discrètes et hétéronomes, puisqu'elles dépendaient désormais de l'organisation interne de l'espace colonial, la trace de leur origine se fit rapidement très

diffuse. La dénomination spécifique de chaque famille (ingamana, anchacpa, quilme, yocavile, tucumangasta, etc.) se perd rapidement dans la documentation au profit d'une appellation générique d'« Indiens calchaquís ». Cette dernière dénomination, dont on a vu le caractère éminemment idéologique, subit par ailleurs une mutation polysémique : il ne s'agissait plus seulement d'indiquer l'origine des individus concernés, marqués par leur appartenance à un groupe et un espace ennemis et vaincus, mais bientôt également de les différencier des autres travailleurs forcés qui viennent les rejoindre dans les mêmes *encomiendas* et partagent leur sort : en particulier des Indiens du Chaco, mocovis et tobas, qui commencent à apparaître dans ce cadre-là dès les années 1670, comme conséquence des premières expéditions « punitives » d'envergure (López de Albornoz 1990 ; Cruz 1997 ; González Navarro 2009). Dans cette situation, la déstructuration du groupe est telle qu'il est difficile de déceler une réelle *résilience* au-delà des premières années de relocalisation. Les groupes démembrés disparurent corps et biens en tant que tels, à tel point que l'origine de leurs représentants finit très vite par disparaître des registres, des recensements, signe qu'ils ne purent guère maintenir des structures de représentation collective. Dans le meilleur des cas (pour l'enquêteur), cette origine est maintenue quelque temps dans les recensements qui adossent l'appartenance générique « calchaquí » à tel ou tel individu pris dans telle ou telle *encomienda* ou dans tel ou tel « village d'Indiens », notamment lorsqu'il s'agit de regroupement « pluriethnique » (González Navarro 2009 ; Rodríguez 2008). Dans ce cas, il y a tout lieu de considérer que cette épithète n'est plus que la marque résiduelle de la déportation, même si une fois encore on observe une différence de traitement d'un cas à l'autre. Mais même cette origine « calchaquí » indistincte finit par s'estomper et ces Indiens finissent par se subsumer dans la catégorie générique « indien » (*indio*) dès la première moitié du XVIII^e siècle, à de rares exceptions près.

LE CAS PARTICULIER DES GROUPES RELOCALISÉS *IN TOTO*

Une distinction fondamentale doit néanmoins être introduite : les groupes amérindiens des vallées Calchaquies n'ont pas tous subi le même sort. On trouve en effet un éventail de situations qui démontrent on ne peut plus clairement qu'il est impossible d'accorder un seul sens au terme de « dénaturalisation ». Cet éventail va du démembrement pur et simple du groupe mis en *pièces* et atomisés en *compositions* de familles – ce qui fut le lot, comme nous venons de le voir, des groupes déportés après 1665 – jusqu'à la relocalisation de groupes dont la structure sociale et l'organisation politique fut à peu près respectée, même si elle était largement neutralisée par leur position subalterne au sein de la société coloniale. On constate par ailleurs une grande diversité de situation entre les groupes relocalisés dans la province du Tucumán à une distance raisonnable de leurs terres d'origine et ceux qui furent déportés à des milliers de kilomètres de chez eux, dans la province de Santa Fe ou sur les rives du río de La Plata, au sud de Buenos Aires. Plusieurs facteurs concourent à

expliquer ce contraste. Les responsables des campagnes de « pacification » justifient volontiers leurs choix par le degré de culpabilité des groupes vaincus – le sort des Quilmes et des Acalianes, présentés comme particulièrement rebelles, servant d'exemple paradigmatique.

Inversement, selon cette vision axiologique, un sort plus clément aurait été réservé aux « moins coupables », c'est-à-dire aux groupes qui auraient évité l'affrontement avec les deux Couronnes, auraient accepté de se soumettre volontairement et seraient entrés dans l'alliance avec les Espagnols, obéissant par là à une exigence presque systématique et codifiée de la guerre indienne dans l'ensemble de l'empire espagnol d'Amérique (Vargas Machuca 2003 [1599] : 140-141). Ceux-là auraient en effet bénéficié d'une plus grande mansuétude et auraient été relocalisés de façon groupée. Plusieurs *parcialidades* ou *naciones* furent ainsi déportés dans leur quasi-totalité lors de la première campagne de déportations, à la fin de l'année 1659. On sait par exemple que les Indiens de Taquigasta et de Luracatao furent déplacés en groupe vers le nord de la province et réinstallés dans les environs de San Salvador de Jujuy et Perico respectivement (Torreblanca 1999 [1696] : 112), où ils étaient censés, entre autres services, renforcer la défense contre les incursions des Indiens tobas venus de l'est (Mercado y Villacorta 1669 [1923] : 280). On sait de même que les Pulares furent redéplacés de l'autre côté de la Sierra, dans la « plaine de Salta », dans une série de villages de réduction installés dans la Quebrada de Escoipe (Quintán 2008), retrouvant par là l'endroit où les Espagnols les avaient déjà installés en 1631, pour les mettre à l'abri des représailles de leurs voisins, furieux de leur participation en tant qu'auxiliaires dans la troupe espagnole (Giudicelli 2011a).

Le cas le plus surprenant est sans conteste celui des Indiens de Tolombón et de Colalao. Ce groupe bénéficia en effet d'un véritable traitement de faveur : en 1659, il fut le seul à être autorisé à rester dans la Vallée au terme de cette première campagne, et s'il finit par suivre le même sort que les autres, en dépit de son appui militaire aux forces coloniales contre ses voisins en 1659 et en 1665, le démembrement qu'il subit en « tiers » d'*encomienda* (López et Bascary 1996 : 76-80) lui permit néanmoins de conserver une relative autonomie politique au sein des relations de subordination qui lui avait été imposées, au point de pouvoir agir collectivement, y compris au-delà de l'indépendance de l'Argentine. Le destin de ces Indiens incite fortement à relativiser les arguments avancés par les autorités coloniales quant à la correspondance de leur peine avec leur culpabilité au regard des normes édictées par le pouvoir colonial. En effet, les Indiens de Tolombón avaient toujours constitué, avec leurs proches alliés et parents de Pacioca et de Colalao, le cœur de l'espace réfractaire calchaquí dont nous avons ébauché les contours idéologiques au début de ce travail. Le nom même de l'ennemi – *Calchaquí* – vient de celui du cacique de Tolombón, Juan Calchaquí, instigateur et leader présumé du grand soulèvement de 1562. Quinze ans plus tard, en 1577, ce sont encore eux qui mettent en échec la fondation de

San Clemente de la Nueva Sevilla. En 1631, on retrouve ces mêmes Amérindiens au premier plan parmi ceux qui rasèrent l'éphémère ville de Nuestra Señora de Guadalupe. Enfin, ils constituèrent le premier cercle de Pedro Bohórquez, qui s'était établi chez eux, ils participèrent activement à l'expulsion des jésuites et aux diverses attaques contre les établissements espagnols qui avaient entraîné la campagne de Mercado. D'une manière générale, ils jouèrent vraisemblablement un rôle clé dans la constitution des alliances générales contre le pouvoir colonial lors de tous les soulèvements. Autant dire qu'en bonne logique répressive, ils auraient dû être considérés comme la quintessence de l'insubordination « calchaquí » et subir un châtement exemplaire : en l'occurrence une mise en *pièces* et un démembrement particulièrement minutieux. Or on constate qu'il n'en fut rien, au contraire. La raison est sans doute à chercher du côté de la réalité du rapport de force militaire au moment des négociations de paix avec le gouverneur Mercado et de leur capacité politique à préserver leur cohésion, même dans la défaite. En 1659, comme en 1635, en 1588 ou en 1577, ils étaient parvenus à un accord avec les autorités. Lors du « Grand Soulèvement », ils avaient réussi à échapper à la répression en monnayant un retrait du conflit, sans poursuites, et en promettant quelques prestations en nature, ainsi que le rappelle l'évêque de Tucumán au début du soulèvement de 1658 :

[...] la paix dont nous avons joui depuis l'année 1635 [...] reposait sur le fait que nous les laisserions dans leurs vallées et qu'ils enverraient une *mita* volontaire aux villes avoisinantes, et qu'ils conduiraient quand et comme ils le voudraient des trains de mules vers le Pérou, vers Salta et Potosí. (in Larrouy 1923 : 202; Boixados 2011a et 2011b)

Fin 1659, face aux colonnes victorieuses de Mercado, ils parvinrent donc à négocier de pouvoir rester unis et de demeurer dans la vallée en échange de leur « retournement ». Un appui militaire particulièrement bienvenu pour les Espagnols, si l'on considère la quasi-absence d'« Indiens amis » dans la troupe et la criante nécessité stratégique d'assurer la défense du flanc oriental de la province. Comme nous l'avons évoqué, cette dernière avait déterminé la relocalisation de plusieurs groupes « calchaquis » dans les juridictions les plus exposées de Jujuy et d'Esteco. C'est cette même considération qui poussa Mercado et ses conseillers à réinstaller leur nouvelle « milice de vaincus » dans la vallée de Choromoros, sur des terres spécialement achetées pour eux, comme complément de reconnaissance de leurs bons et loyaux services lors des dernières campagnes militaires (Torreblanca 1999 [1696] : 112; Cruz 1997 : 259; López et Bascary 1996 : 89). Cette vallée, située de l'autre côté des Cumbres Calchaquies était en effet une zone de transition naturelle entre les hautes vallées andines et les immenses plaines qui s'étendent vers l'est, jusqu'au río de la Plata. Elles avaient constitué jusque-là une zone de surveillance militaire destinée à prévenir les villes de la province d'attaques venues de l'autre côté des monts, c'est-à-dire des vallées Calchaquies. Désormais, la menace

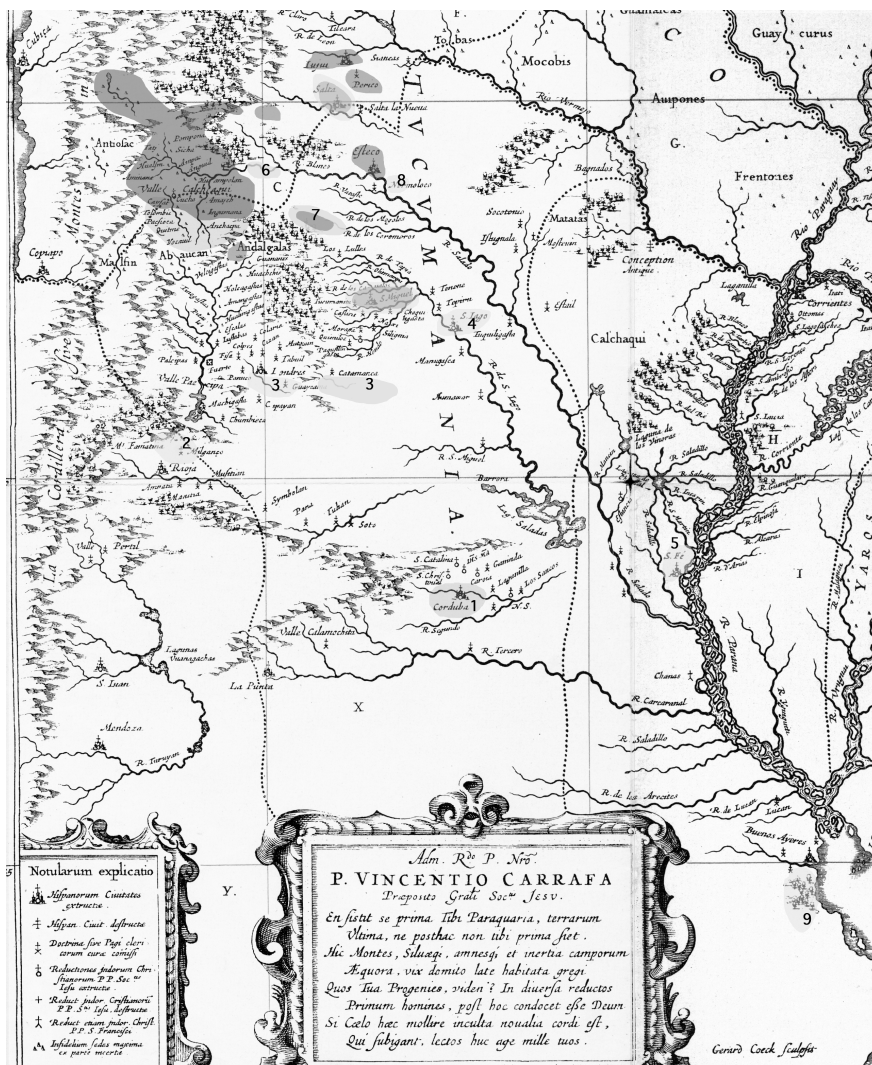


Figure 9

Campagne de 1665-1666 et relocalisations

RELOCALISATIONS, GROUPE PAR GROUPE

- 1 Quilmes relocalisés à Córdoba (64 familles)
- 2-3 Yocavils, Ingamanas, Tucumangastas, Tocpos, Anchacpas (350 familles)
- 1-2-3-4-5 : « Pièces », Indiens distribués individuellement
- 6 Tolombones et Chuschagastas déplacés dans la vallée de Guachipas
- 7 Tolombones et Colalaos déplacés dans la vallée de Choromoros
- 8 Acalianes (150 familles) d'abord relocalisés à Esteco. Finalement déportés dans la réduction des Quilmes
- 9 Réduction de La Exaltación de la Cruz : elle regroupe l'essentiel des Quilmes, rejoints en 1667 par les Acalianes survivants, transférés après leur fuite d'Esteco (environ 40 familles).

(Source : Furlong 1936)

regagner leurs terres et s'y réinstaller, en échappant aux quadrillages plus ou moins réguliers menés par les autorités. C'est le cas par exemple de deux groupes peu connus du sud de la Vallée, les Tocpos et les Anchacpas (Rodríguez 2008a : 89-94). En d'autres termes, les groupes socio-politiques inclus sous la dénomination générique « calchaquí » durent se plier aux exigences coloniales et subir de profondes transformations politiques, sociales et culturelles. Leur langue, le *kakan*, disparut assez rapidement, au profit des deux langages de communication coloniale : le quechua et l'espagnol. Leurs activités furent de même largement subordonnées aux tâches requises dans le cadre de

l'encomienda et de la *mita*¹⁰, tant sur le plan économique qu'en matière de prestations militaires. Cela n'implique pas pour autant qu'ils aient disparu, ni qu'ils aient perdu tout lien avec leurs terres.

Et pourtant, cet événement (la *dénaturalisation*) a installé durablement dans le souvenir historique et dans les représentations collectives l'image d'une terre sans Indiens. Cette invisibilisation des populations « calchaquíes » de la région trouve son origine à la jonction de trois phénomènes majeurs intervenus au cours du XIX^e siècle. Les deux premiers sont généraux à l'ensemble du territoire de la jeune République argentine : la chute de l'ancien régime colonial et le processus de construction d'une identité nationale ; le troisième est plus proprement régional, il concerne le développement dans le dernier tiers du XIX^e siècle d'un profond engouement pour l'étude des vestiges archéologiques mis au jour dans les hautes vallées andines de l'ancien Tucumán, désormais partagées entre les provinces de Salta, Tucumán, Catamarca et La Rioja.

Nous ne nous étendons pas sur les deux premiers, qui sont assez connus : la Révolution de mai 1810, qui aboutit à l'indépendance de l'Argentine, eut, entre autres conséquences, la disparition formelle des catégories d'enregistrement coloniales. Les castes subalternes de l'ancien régime – et en premier lieu celle d'*Indien* – disparurent, laissant place à celle, universelle et égalitaire en droits, de citoyen (Quijada 2004). Dans les faits, la subalternité de ces nouveaux citoyens ne disparut pas pour autant : les anciens « Indiens » restèrent marqués du sceau d'une infériorité muette mais tout aussi

efficace, puisqu'ils conservèrent les stigmates de ceux que Claudia Briones a décrits fort justement comme des « autres intérieurs », en butte aux mêmes traitements » et à la même domination qu'auparavant, dans un cadre différent mais pas forcément plus avantageux (Briones 1998, 2005). D'une certaine manière, si le processus de nivellement colonial tendait à subsumer toutes les populations amérindiennes sous la catégorie indistincte et avant tout fonctionnelle d'« Indien », l'avènement républicain de la citoyenneté eut pour effet de les rendre invisibles en tant que telles, et de taire leur subalternité sous couvert d'une

égalité formelle. Le cas bien connu des Indiens du Sud, Mapuches, Tehuelches et Ranqueles, est à cet égard paradigmatique : ils furent purement et simplement effacés du corps de la nation, en deux mouvements simultanés. Écrasés militairement par l'armée argentine lors des opérations appelées de manière on ne peut plus éloquente la « conquête du Désert », ils furent ensuite déclarés éteints, alors même qu'ils continuèrent pour nombre d'entre eux à vivre au même endroit qu'auparavant (Vezub 2010).

Si ce processus concerna l'ensemble de la République – et d'ailleurs la quasi-totalité des républiques latino-américaines – chaque province ou région développa une modalité spécifique de construction de la nation et d'invisibilisation de ses populations indiennes (Escolar 2007). Pour les provinces de l'ancien Tucumán, selon un apparent paradoxe, cela prit la forme d'un intense mouvement de patrimonialisation du passé indien, focalisé sur les ruines des « cultures » anciennes mises au jour dans les vallées Calchaquies à partir du dernier quart du XIX^e siècle (Giudicelli 2011a). Le développement de l'archéologie et des collections muséographiques provoqua un engouement international sans précédent autour des *antiquités calchaquies*. Ces dernières acquirent très vite une visibilité internationale, circulant d'expositions universelles en vitrines des principaux musées des grandes capitales du monde entier ; la région jusque-là franchement délaissée attira les plus grands spécialistes nationaux et internationaux et vit se développer toute une série de *huaqueros* et autres pilleurs de tombes, signe on ne peut plus clair de la valeur désormais accordée aux vestiges des anciennes civilisations amérindiennes locales. Il est symptomatique que les promoteurs de ce *boom*, c'est-à-dire les intellectuels organiques responsables de la mise en ordre du passé, de la classification des « cultures », des « ethnies » et des « civilisations » dont ils retraçaient la présence révolue sur ces terres, ainsi que de l'organisation des collections muséales réunies à partir de celle-ci, aient également été les agents les plus actifs voire les théoriciens de cette invisibilisation des communautés indiennes contemporaines de leurs travaux (Chamosa 2008 ; Giudicelli 2011b).

Cette « dystopie » (Rodríguez 2008c), qui disjoignait la récupération pour les besoins de la construction d'une identité régionale du patrimoine archéologique n'était pas propre aux provinces du Nord-Ouest argentin : on la retrouve par exemple dans la région de Cuyo, remarquablement étudiée par Diego Escolar (2007). Ce qui en revanche assurait l'originalité des vallées Calchaquies, c'est le souvenir historique de la disparition précoce de ses habitants amérindiens associée aux campagnes de *dénaturalisation* du XVII^e siècle. En effet, la reprise de cet événement allait très vite donner naissance à l'image qui fit florès de la « nécropole », et permettre la fossilisation du passé indien, désormais enfermé dans une identité lithique ou céramique. L'origine de cette lecture en mode Pompéi ou Herculaneum – une image utilisée explicitement par le ministre de l'Éducation de l'époque, Onésimo Leguizamón (Podgorny 2000 : annexe 3) – est à chercher dans la lecture des textes laissés par les principaux agents des

dénaturalisations. On doit à notre avis y voir un « effet de sources » : en premier lieu, le gouverneur Mercado y Villacorta, qui revendiquait fièrement l'éradication totale des groupes calchaquis dans tous ses rapports, afin d'enrichir ses états de service et d'accéder à de plus hautes responsabilités, puis le père jésuite Hernando de Torreblanca. Ce dernier écrivit trente ans après les faits une *Relación Histórica de Calchaquí* riche en détails sur les déportations, qui laisse transparaître une impression vertigineuse de vide complet des anciens villages calchaquis (Torreblanca 1999 [1696]). Ces premières descriptions respectivement enthousiastes et attristées d'une vallée débarrassée de ses habitants furent reprise par le grand chroniqueur jésuite du XVIII^e siècle, Pedro Lozano, dans sa monumentale *Historia de la Conquista del Tucumán, Río de la Plata y Paraguay*, dont les cinq tomes furent justement publiés au moment où les savants dont nous parlons entreprenaient leurs travaux historiques, ethnographiques, archéologiques et muséographiques (Lozano 1873 [1745]). Tous les pères fondateurs du savoir « scientifique » sur la région élaboré en ce dernier quart du XIX^e siècle fondèrent donc leur vision sur cette image de la nécropole, qui constitua la base axiomatique de leurs recherches. Le découvreur des premières ruines de la ville de Loma Rica, Inocencio Liberani, affirmait par exemple :

[...] lorsque j'ai pénétré dans ces vallées solitaires, je me suis retrouvé entouré de toutes parts de ruines immenses qui, par leur mutisme, témoignaient encore d'une civilisation disparue. (Liberani et Hernández 1950 [1877])

Il en va de même pour ceux qui s'affirmèrent dans ce que nous pourrions appeler le champ ethno-académique comme les principaux spécialistes de la question : Samuel Lafone Quevedo, futur directeur du Musée de La Plata (Lafone Quevedo 1888), ou Adán Quiroga, qui affirmait sans ambages et comme une évidence que la Vallée, « après 1669, est une véritable nécropole vide » (Quiroga, Adán 1897). Une perspective généralement acceptée par l'ensemble de la communauté scientifique internationale, que résume parfaitement le titre de la note critique du grand anthropologue Daniel G. Brinton consacrée à l'ouvrage d'Adán Quiroga, dans *American Anthropologist* : « The Calchaquí: An Archeological Problem » (Brinton 1899).

Autrement dit, et pour reprendre l'analyse de l'archéologue Javier Nastri,

La recherche scientifique sur cette question ne commença pas comme une quête des racines historiques de leurs descendants contemporains ; le coup d'envoi fut donné par la découverte de ruines décontextualisées de toute mémoire, à la manière des fossiles que recherchaient les naturalistes. (Nastri 2003 : 99)

Privés juridiquement de toute *indianité* par la généralisation d'un même statut à tous les *citoyens* de la République, les communautés rurales de la région se voyaient de même coupées, dans la réélaboration scientifique de leur passé, de tout lien historique avec les groupes sociopolitiques « calchaquis », puisque, par définition, ceux-ci étaient réputés avoir été physiquement éliminés ou dispersés lors des campagnes de 1659-1667. De fait, jusqu'à l'extrême

fin du ^{xx}e siècle, à l'exception notable du village d'Amaicha, le seul à posséder un titre légal qui assure la propriété communale de ses terres (Isla 2002 ; Rodríguez 2010), la question de ce lien ne se posait apparemment pas en ces termes ni pour les intéressés ni, moins encore, pour la communauté scientifique, qui entérina la disparition corps et bien de toute référence indienne dans la région, confinant ses études au périmètre de la nécropole définie par ses pères fondateurs ou à des migrations postérieures d'Indiens venus d'ailleurs et donc en quelque sorte étrangers.

Les études sur le processus même de *dénaturalisation* sont relativement récentes. Jusqu'aux années 1990, les études historiques et ethnohistoriques s'intéressaient avant tout à la reconstruction événementielle de la résistance calchaquíe et de la colonisation espagnole, ne touchant la question des déportations qu'à la marge, comme borne à la fois chronologique et thématique d'un objet en quelque sorte clos par cet épisode dramatique. Et ce n'est que très récemment que des études de cas plus fines ont rouvert le dossier de la permanence partielle des populations déplacées *in situ*, en diversifiant les axes d'études et en accordant une part plus importante aux archives judiciaires concernant les questions de possession des terres, ainsi qu'aux aspects plus proprement économiques et démographiques. Tous ces travaux ont conduit à nuancer fortement la vision absolue, qui avait primé jusque-là, d'une disparition pure et simple des groupes déportés, du fait de leur éloignement, de la déstructuration de leur organisation sociale et d'une « déculturation » (Lorandi 1988) ou, selon une vision quelque peu essentialiste de l'identité, d'une disparition par métissage (Tell 2010 : 2). Ce faisant, ces études ont imposé un retour aux diverses archives concernant des périodes postérieures aux campagnes elles-mêmes, qui ne laissent aucun doute sur le fait que non seulement les opérations de quadrillage n'ont jamais complètement vidé la région, mais que les retours ont probablement été importants dans les décennies qui ont suivi la fin de la guerre. Retours clandestins, migrations saisonnières d'Amérindiens établis sur les terres basses de Tucumán ou de Salta vers leurs anciennes vallées (López et Bascary 1996 : 86), et, *last but not least*, réinstallations consécutives induites par les *encomenderos* eux-mêmes afin de faire fructifier les établissements agricoles ou miniers dont ils avaient pu s'emparer grâce, précisément, à l'expulsion de leurs propriétaires légitimes. Ainsi ces Pulares affectés dès le début du ^{xviii}e siècle au travail des riches haciendas de Molinos et de San Carlos, au cœur de la vallée dont ils avaient été expulsés (Quintián 2008) ou ces Indiens ingamanas présents dans les mines de la Purísima Concepción y San Carlos de Austria, mines ouvertes sur les terres dont ils étaient originaires (Gluzman 2007 : 188 ; Rodríguez 2008a : 84-89), ou encore ces Tinogastas relocalisés dans les environs de Belén après le « grand soulèvement », dont Federico Ignacio Vázquez a récemment montré qu'ils étaient parvenus à se « reterritorialiser » en créant une *spatialité alternative* à la territorialisation coloniale (Vázquez 2011). Ces études ont également démontré de manière éclatante que, dans plusieurs cas (dont celui, déjà

évoqué, des groupes déportés et relocalisés ensemble dans la province), le contrôle et la défense de terres communales assurèrent la sauvegarde des structures sociopolitiques et notamment de leurs autorités représentatives, et permit bon an mal an aux vaincus de maintenir une identité collective face aux autorités coloniales espagnoles puis, dans plusieurs cas, aux représentants de l'État argentin (López et Bascary 1996 ; Cruz 1997 ; Quintián 2008 ; Rodríguez 2010 ; Tell 2010).

RÉÉMERGENCES : RÉSILIENCE, ETHNOGÈNESE, TERRITORIALISATION ?

Ce regain d'intérêt des chercheurs pour la partie immergée ou plutôt submergée de l'histoire des populations vaincues et déportées lors des campagnes de 1659-1667 n'est probablement pas sans lien avec un phénomène contemporain, à savoir la forte émergence d'une revendication indianiste à partir des années 1990. Ce mouvement, né dans les années 1970 et étouffé, comme toute forme de contestation sociale, par la dernière dictature militaire (1976-1983), reprit timidement avec le retour à la démocratie et trouva surtout une vigueur décuplée avec le changement de constitution de 1994. La nouvelle constitution prévoyait en effet un certain nombre de droits pour les peuples « originaires » : l'article 75 alinéa 19 reconnaît en particulier « la préexistence ethnique et culturelle des peuples autochtones » à qui il octroie la possession communautaire des terres qu'ils occupent traditionnellement. Cet article, ainsi que la ratification de la convention 169 de l'OIT, eut pour conséquence l'apparition, la réémergence ou la recréation d'un nombre toujours croissant de communautés se réclamant de « la nation diaguita-calchaquí », regroupées dans l'Unión de los Pueblos Diaguitas (voir <<http://uniondiaguita.blogspot.com>>), particulièrement combative. Ces communautés fondent leur légitimité, entre autres choses, sur la profondeur historique de leur existence et jettent un défi au récit encore dominant jusqu'à des dates récentes de la « nécropole » calchaquí. Leur apparition dans ce cadre revendicatif et identitaire pose également une question épineuse : est-elle le fruit d'une « résilience », pour reprendre un concept mis en évidence par le titre du présent numéro thématique, ou, en dépit des récits plus ou moins essentialistes que ces communautés mettent en avant pour se rattacher à une origine immémoriale, est-elle une recréation sur de nouvelles bases, qui s'apparenterait davantage à une *ethnogenèse* (Bocara 2003 ; Escolar 2007 ; Rodríguez 2010) ? Le concept de résilience nous semble inadapté, si l'on considère d'une part la trajectoire des mutations successives induites d'abord par les campagnes de déportation du ^{xviii}e siècle puis par l'incorporation forcée à l'espace de production colonial en pleine expansion durant tout le ^{xviii}e siècle et, d'autre part les conséquences juridiques, idéologiques et même foncières extrêmement profondes de l'indépendance de l'Argentine et du développement de l'économie capitaliste. Il nous semble en effet que le cadre de la *résilience* présente le défaut majeur de postuler une continuité identitaire qui tiendrait insuffisamment compte à la fois



Figure 10
Étendard de la communauté indienne de Quilmes (CIQ)
(Photo de C. Giudicelli, Colalao del Valle, mai 2011)

des données historiques et du cadre social et politique dans lequel se déploient actuellement ces réémergences. En analysant ces mouvements et en recherchant les causes, entre autres choses dans les exigences pressantes du multiculturalisme néolibéral à l'œuvre actuellement, Guillaume Boccara en pose assez clairement le cadre lorsqu'il affirme

[q]u'il ne s'agit plus de choisir entre, d'une part, un modèle républicain qui s'organise autour du principe de la redistribution et de l'égalité citoyenne sans tenir compte des différences socio-culturelles et politiques qu'il contribue lui-même à produire et à perpétuer et, de l'autre, un multiculturalisme qui met l'accent sur les politiques de reconnaissance et participe de l'essentialisation des cultures, de l'ethnisation du social et de l'invisibilisation des inégalités socioéconomiques d'ordre structurel (Boccara 2010).

Dans tous les cas, il nous semble impossible de ne pas prendre au sérieux ce que nous disent ces « nouvelles » communautés. Nous n'avons d'autre choix que d'observer les logiques politiques, sociales et économiques qui font resurgir leur visibilité sur un mode indianiste, et d'analyser le rôle que viennent prendre dans cette affaire la mémoire et la réinterprétation en lutte des campagnes de « dénaturalisation » de l'époque coloniale.

À cet égard, il n'est pas anodin de constater que l'actuelle Communauté indienne de Quilmes (CIQ), dans la province de Tucumán (Boullosa 2006), est non seulement l'une des premières à être entrée dans la lutte (dès les années 1970), mais qu'elle est encore actuellement en pointe dans la revendication, alors même que, comme nous l'avons vu, le nom de Quilmes est associé depuis toujours à l'aspect le plus extrême de la politique de déportation. À tel point d'ailleurs que le gouverneur militaire de Tucumán, sous la dernière dictature (1976-1982), avait fait ouvrir un parc archéologique mettant en valeur, comme patrimoine de la province, l'ancienne ville des Indiens quilmes, cantonnés dès lors à une identité lithique et renvoyés à un passé révolu. En 2002, la CIQ a repris par la force le contrôle du site archéologique, qu'elle administre désormais de manière communautaire sous le nom de « Cité sacrée des Quilmes ». Elle vient par ailleurs



Figure 11
Panneau montrant le territoire revendiqué par la communauté indienne de Quilmes (CIQ)
(Photo de C. Giudicelli, Colalao del Valle, mai 2011)

d'obtenir gain de cause dans un conflit pour occupation illégale de terres qui l'opposait à un propriétaire de San Miguel de Tucumán, et qui avait donné lieu à plusieurs reprises au cours des dernières années à des tentatives violentes d'expulsion par la police (voir <<http://www.andhes.org.ar/?p=668>>). Sur le fond, on notera que la légitimité revendiquée par la CIQ s'appuie sur une profondeur historique qu'elle fait remonter à l'Édit royal accordé au lendemain des campagnes de dénaturalisation à la communauté voisine d'Amaicha.

Cependant, pour avoir une meilleure perception de la profondeur historique et mémorielle de ces communautés, en dehors des approches académiques et des discours officiels ayant entériné leur disparition, et afin de pouvoir apprécier véritablement la nature de la « réémergence » que nous évoquons ici, plusieurs éléments nous font encore défaut. Seule une série d'études détaillées de plusieurs communautés reterritorialisées et portant sur une période longue (fin XVII^e–XIX^e siècles) pourraient nous permettre de suivre l'évolution des modes d'identification collective de ces communautés. Il faudrait de surcroît, dans la mesure du possible, croiser les critères d'identification autonomes (auto-définition) et hétéronomes (recensements civils, archives paroissiales, documents d'haciendas, etc.) tout au long de cette même période. Dans l'état actuel des choses, la base empirique qui permettrait ce suivi n'est pas encore disponible. Ce travail reste à faire dans la région que nous présentons, et, sur ce point, mis à part les travaux récents d'Alejandro Isla (2002), de Lorena Rodríguez (2008a, 2009, 2010, 2011), d'Oscar Chamosa (2008), d'Ignacio Quintian (2008), d'Ana María Steinman (2011) ou de Federico I. Vázquez (2011) qui ne traitent qu'une partie de la zone considérée, on peut considérer que l'étendue des



Figure 12

Détail de la figure 11 : sites formant la communauté de Quilmes, mis en relation avec l'Édit royal donné à la communauté voisine d'Amaicha en 1716 et dont la CIQ revendique une application extensive (Photo de C. Giudicelli, mai 2011)

lacunes est encore très importante. D'autres travaux de reconstitution portant sur des populations également réputées éteintes depuis très longtemps nous incitent à la prudence et à prendre nos considérations davantage comme une sorte de rapport d'étape que comme une conclusion définitive : nous pensons en particulier au travail mené par Diego Escolar sur les Huarpes de Cuyo (Escolar 2007). Il est clair par ailleurs que pour comprendre l'étendue des logiques de « territorialisation » (Pacheco de Oliveira 2010, 2011) actuellement déployées par les communautés diaguita-calchaquie, une étude ethnographique fine portant sur différentes communautés, qui permettrait de retracer notamment les diverses mutations de leur mode d'identification et la constitution d'une mémoire collective, serait indispensable pour saisir dans toute leur profondeur historique les revendications actuelles dans les provinces de Salta, de Tucumán et de Catamarca, notamment autour de la question cruciale de l'occupation et de la propriété de la terre (Cruz, s.d.; Fandos 2007; Teruel et Fandos 2009). Enfin, on ne peut pas non plus faire l'économie d'une étude systématique de la propriété foncière et des conflits sociaux ayant eu lieu dans le cadre du développement des principaux secteurs productifs de la région tout au long de la période, en rapport avec la participation des membres de ces communautés à ces mêmes secteurs : *haciendas*, élevage et transport de trains de mules, puis, surtout, plantations sucrières (Mata de López 2000; López de Albornoz 2003). Il est bien évident cependant que ce travail dépasse largement le cadre du présent article : nous le signalons ici comme autant de pistes à explorer pour donner sa juste mesure au mouvement actuel d'« émergence » et pour

resituer les revendications des communautés en lutte dans un contexte historique, social et politique indispensable à qui voudrait en comprendre les fondements et en percevoir les enjeux.

CONCLUSIONS

Les campagnes de dénaturalisation de 1659-1665 constituèrent un véritable tournant dans le diagramme de conquête du Tucumán. Jusque-là, les agents coloniaux avaient concentré l'essentiel de leur effort sur une tentative de territorialisation-disciplinement des populations de la vallée Calchaquie. Jusqu'à la fin des années 1650, tous les dispositifs mis en place pour parvenir à leur soumission et à leur incorporation à la fois dans la zone de souveraineté et dans les structures économiques de la province étaient restés sans effet. Toutes les tentatives de colonisation de peuplement s'étaient heurtées à une résistance acharnée des Amérindiens, et même les essais d'implantation d'une mission jésuite avaient fait long feu. Enfin, la mobilisation des contingents de travailleurs forcés, pourtant prévue dans le cadre de la *mita* et de l'*encomienda*, restait impossible.

Il fait peu de doute que c'est bien la dernière offensive armée des Indiens contre les établissements coloniaux, dans le sillage des tractations tortueuse de Pedro Bohórquez, qui précipita les choses et poussa les autorités à trouver une solution radicale à un affrontement qui durait depuis plus d'un siècle et qui venait de les placer dans une situation intenable. On peut cependant raisonnablement penser que ce qui détermina le succès de ces campagnes de dénaturalisation tient à un ensemble de facteurs qui dépassait la seule situation des vallées interandines : la décision du gouverneur Mercado y Villacorta de recourir à un financement « en nature » des troupes de campagne, par une distribution massive de « pièces » et d'*encomiendas*, si elle empruntait une voie qui frisait l'illégalité pure et simple, se vit plébiscitée par les parties prenantes de ces campagnes puis avalisées par le pouvoir central espagnol.

La raison principale de ce succès tient au fait qu'insensiblement la vallée Calchaquie avait changé de statut aux yeux des colons du Tucumán : d'enclave irréductible et foyer d'instabilité – ce qu'elle était toujours – elle était surtout devenue une précieuse réserve de main-d'œuvre. En effet, comparée à la situation démographique dramatique des populations amérindiennes des zones contrôlées du Tucumán, la région andine autonome jouissait d'une santé insolente et surtout appétissante aux yeux des colons en mal de force de travail pour leurs exploitations. On doit donc considérer les deux campagnes menées par le gouverneur Mercado y Villacorta autant comme des expéditions militaires que comme de véritables campagnes d'extraction compulsive de main-d'œuvre : d'après ses propres décomptes, il mit la main sur environ douze mille personnes (Mercado y Villacorta 1669 [1923] : 276), ce qui était considérable. La seconde campagne montre d'ailleurs on ne peut plus clairement l'arrière-fond économique de l'entreprise de « pacification » : un très grand nombre de contingents de travailleurs amérindiens avait été négociés – voire financés – d'avance par des particuliers ou des

entités administratives, le cas le plus connu étant celui des Quilmes dont la « pré-acquisition » par l'Audience de Buenos Aires avait été négociée en amont pour fournir des bras à la fortification du port et à la construction de la cathédrale.

Cette politique de relocalisation des vaincus était fondée avant tout sur les exigences des commanditaires et était donc tributaire des besoins des divers secteurs productifs : vigne, coton et élevage au Tucumán, voirie et construction dans les diverses villes ayant participé à ces opérations, etc. Autant dire que les contours des groupes déportés et relocalisés dépendaient de facteurs externes et ne respectaient en rien leur structure sociopolitique. Il faut cependant introduire une nuance de taille : la situation des groupes atomisés en « familles » et réinstallés dans des établissements coloniaux parfois très éloignés lors de la seconde campagne aura conduit à un démembrement bien supérieur à celui des groupes qui avaient réussi à préserver en partie leur cohésion sociopolitique en négociant un déplacement collectif et la préservation d'instances de représentation, malgré leur perte d'autonomie. Dans ce dernier cas – celui des Indiens du groupe Tolombón-Pacioca-Colalao et celui des Amaichas notamment –, leur relocalisation collective à proximité de leur territoire d'origine aura permis tout à la fois la préservation d'une mémoire et d'un mode d'identification en relation avec la Vallée, grâce à une stratégie de résistance par « double-résidence » (López de Albornoz y Bascary 1998; Cruz 1997). Dans d'autres cas, moins évidents, une « réduction » collective et un nouveau déplacement dans des structures coloniales au cœur de la Vallée aura également permis la création d'une « spatialité alternative » (Vázquez 2011) et assuré une reproduction sociale en adaptation.

Autant de modalités collectives de résistance-adaptation qui nient en actes le discours pourtant longtemps dominant sur la disparition corps et biens de tous les groupes « calchaquís » comme conséquence inéluctable des campagnes de dénaturalisation. Ce discours, fondé d'abord sur ce que nous pourrions appeler un « effet de sources », c'est-à-dire le contenu auto-glorificateur des responsables de ces campagnes, toujours prompts à magnifier le résultat de leur opération, s'est par la suite amalgamé avec le discours plus général sur l'Argentine et le Nord-Ouest argentin comme étant une terre sans Indiens. De ce point de vue-là, l'égalité républicaine portée par les gouvernements « libéraux » de la seconde moitié du XIX^e siècle aura paradoxalement joué un rôle fondamental dans le processus d'invisibilisation des populations amérindiennes et l'aggravation de leur « situation coloniale »¹¹.

Dans le cas particulier des vallées interandines de l'ancien Tucumán colonial, l'engouement dans le dernier quart du XIX^e siècle pour le passé archéologique de la région – seule région andine susceptible de rattacher l'Argentine à un passé préhispanique présentable pour l'époque – a en outre accrédité l'idée selon laquelle la Vallée où savants nationaux et étrangers trouvaient de si belles

« antiquités » était une véritable « nécropole »... dont le corpus historique attestait la disparition des habitants.

Cette perspective aura dominé la production historiographique et anthropologique jusqu'à des dates relativement récentes : ce n'est qu'à partir du milieu des années 1990, sans doute en partie sous l'effet des revendications d'un nombre croissant de communautés se réclamant d'une ascendance diaguita et calchaquie que bien des certitudes ont commencé à se fissurer et que s'est peu à peu imposée la matérialité de ce que, à défaut de meilleure dénomination, il est convenu d'appeler une « réémergence ». Le fossé reste grand cependant entre l'actualité mouvementée des communautés en lutte pour la reconnaissance de droits qu'elles adossent naturellement à une aboriginalité sans solution de continuité et la reconstruction de la trajectoire historique de ces communautés à travers une longue période d'invisibilisation qui n'est peut-être qu'un angle mort pour la communauté... académique. L'invisibilité dominante pendant de très nombreuses décennies peut après tout n'être qu'un des effets de l'absence de reconnaissance d'une mémoire collective pourtant existante, en raison du poids de certaines traditions théorico-méthodologiques et d'une pratique peu encline à reconnaître une quelconque valeur aux mouvements sociaux. Le tournant épistémologique pris récemment par les travaux ethnohistoriques, plus attentifs à la période postérieure aux *dénaturalisations*, plus en prise avec la réalité régionale et plus sensibles à une reconstruction partant de problématiques actuelles, devrait permettre de replacer ces « nouvelles » communautés dans leur contexte d'émergence et donner, à terme, la mesure des phénomènes de *territorialisation* ou d'*ethnogenèse* actuellement en cours.

Notes

1. Nous avons fait le choix de conserver le mot espagnol, qui signifie « déportation hors de son lieu d'origine (*el natural*) » afin de préserver la singularité historique du cas étudié.
2. La *mita*, équivalent sud-américain du *repartimiento* de Nouvelle-Espagne, était un système de travail obligatoire comparable par certains aspects à la *corvée* de la France féodale : par roulement, les hommes valides de chaque village amérindien devaient effectuer un nombre de jours de travail fixé par les autorités coloniales. La nature du travail et le nombre de jours imposés dépendaient des régions et des secteurs de l'économie : mines, voirie, travaux agricoles, transports...
3. L'*encomienda* était une vieille institution héritée de la Reconquête espagnole, selon laquelle le Roi déléguait certaines prérogatives notamment fiscales à ses vassaux les plus méritants. En échange, l'*encomendero* devait assurer protection et instruction religieuse aux Indiens qui lui étaient confiés. Elle joua un rôle fondamental dans la conquête de l'Amérique. Si elle fut régulée par les Lois nouvelles dans les parties centrales de l'Amérique espagnole, dans les provinces périphériques comme le Tucumán l'*encomienda* resta pendant très longtemps une forme de travail forcé (*servicio personal*) : les Amérindiens devant payer en nature le tribut qu'ils devaient à leur maître.
4. L'essentiel des sources concernant ces campagnes se trouve à l'AGI de Séville (en particulier AGI, Audiencia de Charcas 55, 121 et 122, qui contiennent les actes du procès intenté à Pedro Bohórquez). La documentation concernant le destin concret des Indiens relocalisés se trouve en revanche dispersée dans les

archives locales, à Córdoba (AHPC), Tucumán (AHT), Salta (AHS), Buenos Aires (AGN) et Sucre, en Bolivie (ANB). Pour des raisons de place, nous renvoyons aux références exactes contenues dans la bibliographie citée dans cet article.

5. Le rôle de ce charlatan de génie doit être réévalué à sa juste mesure. Lui attribuer comme on l'a fait le rôle de seul élément déclencheur nous semble une perspective franchement réductrice. Les Indiens ne l'avaient pas attendu pour tenir la dragée haute aux colons espagnols depuis plus d'un siècle, et ils continuèrent les combats après l'avoir expulsé de la région (Giudicelli 2008b).
6. Toutes les citations sont traduites de l'espagnol par l'auteur.
7. Interdiction rappelée notamment en 1620 par le nouvel Édît royal (López et Bascardy 1996 : 78).
8. Cela correspond à la proportion donnée par Lucas de Figueroa y Mendoza, qui comptait par exemple pour une *encomienda* « [...] deux cents ou trois cents Indiens qui, avec leurs familles font environ mille personnes » (Figueroa y Mendoza 1662 [1923] : 254).
9. L'Audience était un organisme clef du diagramme politico-judiciaire espagnol. Elle disposait de larges pouvoirs au niveau régional.
10. Au Tucumán, les Indiens étaient soumis à la *mita de plaza* et devaient fournir des services définis par les autorités civiles : construction, prestations militaires, par exemple.
11. Pour une analyse convergente sur le cas mexicain, on consultera López Caballero (2012).

Document publiés et archives

Abréviations

AHPC – Archivo Histórico de la Provincia de Córdoba

AGI – Archivo General de Indias

AGI, Charcas – Archivo General de Indias, Audiencia de Charcas

AGN – Archivo General de la Nación (Buenos Aires)

ABHS – Archivo y Biblioteca Históricas de Salta

AHT – Archivo Histórico de Tucumán

ANB – Archivo Nacional de Bolivia

Actas del cabildo colonial de la ciudad de Santa Fe, 1934. Imp. De la provincia de Santa Fe, Santa Fe. Disponible sur Internet : <<http://webs.tecnodoc.com.ar/page/actas-cabildo-santa-fe>> (consulté le 1^{er} novembre 2012).

AMIGÓ, María Florencia 2000 : *El desafío de Calchaquí. Un puñado de jesuitas entre un mar de indios. La intervención de la Compañía de Jesús en el Valle Calchaquí (siglos XVI-XVII)*. Tesis de Licenciatura en Ciencias Antropológicas, Facultad de Filosofía y Letras, Universidad de Buenos Aires, ms.

BIXIO, Beatriz, et Eduardo E. BERBERIAN, 2007 : « Primeras expediciones al Tucumán : reconocimiento, valor del espacio y poblaciones indígenas ». *Andes* 18. Disponible sur Internet : <<http://www.scielo.org.ar/pdf/andes/n18/n18a04.pdf>> (consulté le 26 sept. 2012).

BIXIO, B., C. GONZÁLEZ NAVARRO, R. GRANA et V. LARZA, 2009 : *Visita a las encomiendas de indios de Córdoba, 1692-1693*. Centro de estudios históricos « Prof. Carlos S.A. Segreti », 2 vol., Córdoba, Argentine.

BOCCARA, Guillaume, 2003 : « Fronteras, mestizaje y etno-génesis en las Américas », in Raúl Mandrini et Carlos Paz (dir.), *Las fronteras hispanocriollas del mundo indígena latinoamericano en los siglos XVIII y XIX* : 63-108. Instituto de Estudios Histórico-Sociales, Universidad Nacional del Centro de la Provincia de Buenos Aires, Universidad Nacional del Sur y Centro de Estudios de Historia Regional y Relaciones Fronterizas, Universidad Nacional del Comahue.

—, 2010 : « Cet obscur objet du désir... multiculturel (III) : ethnogenèse, ethnicisation et ethnification ». *Nuevo Mundo Mundos Nuevos*, Materiales de seminarios § 17. Disponible sur Internet : <<http://nuevomundo.revues.org/59984>> (consulté le 20 sept. 2012).

BOIXADOS, Roxana, 2011a : « El fin de las guerras calchaquíes. La desnaturalización de la nación yocavil a La Rioja (1667) ». *Corpus* 1(1). Disponible sur Internet : <<http://ppct.caicyt.gov.ar/index.php/corpus/issue/view/30/showToc>> (consulté le 20 sept. 2012).

—, 2011b : « Rebeldes, soldados y cautivos. Etnografía de un episodio en la frontera de guerra del Valle Calchaquí », in L.B. Rodríguez (dir.), *Resistencias, conflictos y negociaciones. El valle Calchaquí desde el período prehispánico hasta la actualidad* : 92-121. Prohistoria, Rosario.

BOIXADOS, Roxana, et Carlos ZANOLLI, 2003 : *La visita de Luján de Vargas a las encomiendas de La Rioja y Jujuy. Estudios preliminares y fuentes*. UNQ, Buenos Aires.

BOULLOSA, Maïte, 2006 : *Re-devenir Indien en Argentine. Amaicha et Quilmes à l'aube du XXI^e siècle*. Thèse de doctorat, EHESS, Paris. Extrait disponible sur Internet : <<http://nuevomundo.revues.org/60954>> (consulté le 20 sept. 2012).

BRINTON, Daniel G., 1899 : « The Calchaquí: An archeological problem ». *American Anthropologist* N.S. 1(1) : 41-44.

BRIONES, Claudia, 1998 : *La alteridad del « Cuarto Mundo » : una deconstrucción antropológica de la diferencia*. Ediciones del Sol, Buenos Aires.

BRIONES, Claudia (dir.), 2005 : *Cartografías argentinas. Políticas indígenas y formaciones provinciales de la alteridad*. Antropofagia, Buenos Aires.

CARLÓN, Florencia, 2007 : « La reducción “Exaltación de la Cruz de los indios Quilmes” : un caso de relocalización étnica en Pampa a fines del siglo XVII ». *Mundo agrario* 8(15). Disponible sur Internet : <<http://www.scielo.org.ar/pdf/magr/v8n15/v8n15a07.pdf>> (consulté le 26 sept. 2012).

CASTRO OLANETA, Isabel, 2007 : « Indios encomendados, indios registrados, indios omitidos por el visitador Luján de Vargas. Salta, Gobernación del Tucumán, siglo XVII ». *XI^e Jornadas Interescuelas*, UNT, Tucumán (CD-Rom).

CHAMOSA, Oscar, 2008 : « Indigenous or criollo: The Myth of White Argentina in Tucumán Calchaquí Valleys ». *Hispanic American Historical Review* 88(1) : 71-106.

CRUZ, Rodolfo, s.d. : *La evolución de la propiedad comunal de los calchaquíes desnaturalizados a la jurisdicción de San Felipe de Salta y San Miguel de Tucumán (1660-1800)*, ms.

—, 1990-1992 : « La « construcción » de identidades étnicas en el Tucumán colonial : los amaichas y los tafies en el debate sobre su « verdadera » estructura étnica ». *Relaciones de la SAA XVIII* : 65-92.

—, 1997 : « El fin de la “ociosa libertad”. Calchaquíes desnaturalizados a la jurisdicción de San Miguel de Tucumán en la segunda mitad del siglo XVII », in Ana María Lorandi, (dir.) *El Tucumán Colonial y Charcas*, t. II : 215-261. FFyL-UBA, Buenos Aires.

DE LA ORDEN DE PERACCA, Gabriela, et José Luis PARODI, 2008 : « Los desnaturalizados calchaquíes en el valle central de Catamarca a fines del siglo XVII », in G. De La Orden de Peracca (dir.), *Los pueblos de indios en Catamarca colonial* : 45-70. Universidad Nacional de Catamarca, S. F. del Valle de Catamarca.

DOUCET, Gastón, 1982 : « Notas sobre el yanaconazgo en el Tucumán ». *Revista de investigaciones jurídicas* 6(6) : 263-299.

—, 1988 : « Sobre cautivos de guerra y esclavos indios en el Tucumán ». *Revista de historia del derecho* 16 : 59-152.

ESCOLAR, Diego, 1988 : « Sobre cautivos de guerra y esclavos indios en el Tucumán ». *Revista de historia del derecho* 16 : 59-152.

- , 2007 : *Los dones étnicos de la nación. Identidades huarpe y modos de producción de soberanía en Argentina*. Prometeo, Buenos Aires.
- FANDOS, Cecilia, 2007 : « Estructura y transferencia de la propiedad comunal de Colalao y Tolombón (provincia de Tucumán) en la segunda mitad del siglo XIX ». *Mundo agrario. Revista de estudios rurales* 7(14). Disponible sur Internet : <<http://www.scielo.org.ar/pdf/magr/v7n14/v7n14a12.pdf>> (consulté le 26 sept. 2012).
- FARBERMAN, Judith, et Roxana BOIXADOS, 2006 : « Sociedades indígenas y encomienda en el Tucumán colonial. Un análisis comparado de la visita de luján de Vargas ». *Revista de Indias LXVI* (238) : 601-628.
- FARBERMAN, Judith, et Raquel GIL MONTERO, (dir.), 2002 : *Los pueblos de indios del Tucumán colonial: pervivencia y desestructuración*. Universidad Nacional de Quilmes, Quilmes.
- FIGUEROA y MENDOZA, Lucas de, 1662 [1923] : « Informes de los gobernadores Luis Gerónimo de Cabrera y Lucas de Figueroa y Mendoza, Tucumán 20-11-1662 », in A. Larrouy, *Documentos del Archivo de Indias para la historia del Tucumán*, vol. 1 : 243-265. Santuario de Señora del Valle, Buenos Aires.
- FURLONG, Guillermo, 1936 : *Cartografía jesuitica del Río de la Plata*. Jacobo Peuser, Buenos Aires.
- GARAVAGLIA, Juan Carlos, 1984 : « La guerra en el Tucumán colonial: sociedad y economía en un área de frontera (160-1760) ». *HISLA* 4 : 21-34.
- GIUDICELLI, Christophe, 2007 : « Encasillar la frontera. Clasificaciones coloniales y disciplinamiento del espacio en el área diaguito-calchaquí (S. XVI-XVII) ». *Tandil, Anuario IEHS* 22 : 161-212. Disponible sur Internet : <<http://nuevo-mundo.revues.org/56802>> (consulté le 20 sept. 2012).
- , 2008a : « Indios amigos y normalización colonial en las fronteras americanas de la Monarquía Católica (Tucumán, Nueva Vizcaya, S. XVI-XVII) », in José Javier Ruiz Ibáñez (dir.), *Las milicias del rey de España. Sociedad, política e identidad en las Monarquías ibéricas* : 349-377. Fondo de Cultura Económica, Madrid.
- , 2008b : « Entre utopie et projet colonial : la conquête du valle calchaquí (xvi^e-xvii^e siècle) », in Nejma Kermele et Bernard Lavallé (dir.), *L'Amérique en projet. Utopies, controverses et réformes dans l'empire espagnol (XVI-XVIII^e siècle)* : 193-212. L'Harmattan, Paris.
- , 2009 : « Calchaquí ou le syndrome de Ferdinandea ». *Nuevo Mundo Mundos Nuevos*. Disponible sur Internet : <<http://nuevo-mundo.revues.org/index57650.html>> (consulté le 20 sept. 2012).
- , 2011a : « Lectura de las ruinas. La fabricación de antepasados aceptables en el noroeste argentino » (Siglos XVI-XVII/siglo XIX) », in Salvador Bernabéu Albert et Frédérique Langue, *Fronteras de las sensibilidades* : 125-150. Doce Calles, Madrid.
- , 2011b : « La raya de los pulares. Pouvoir colonial et quadrillage de l'espace social dans le Valle de Calchaquí », in Jimena Paz Obregón Iturra, Luc Capdevila et Nicolas Richard (dir.), *Les Indiens des frontières coloniales. Amérique australe, xvi^e au xx^e siècle* : 27-58. PUR, Rennes : 27-58.
- , 2011c : « Calchaquí ou l'ennemi intérieur. Souveraineté et enclaves rebelles (Tucumán, Santa Fe, xvii^e siècle) », in Louise Bénat-Tachot (dir.) *Marges et liminalité en Amérique latine* : 87-120. Le Manuscrit, Paris.
- , 2011d : « Las tijeras de San Ignacio : misión y clasificación en los confines coloniales », in G. Wilde (dir.), *Saberes de la conversión. Jesuitas, indígenas e imperios coloniales en las fronteras de la Cristiandad* : 347-372. SB, Buenos Aires.
- , 2012 [sous presse] : « El conquistador y su sombra. Silencios en la conquista del Tucumán (siglo XVI) », in Christophe Giudicelli, Gilles Havard et Salvador Bernabéu Albert (dir.), *La indianización. Cautivos, renegados, « hombres libres » y misioneros en los confines de América (Siglos XVI-XIX)*. Doce Calles, Madrid.
- GLUZMAN, Geraldine, 2007 : « Minería y metalurgia en la antigua gobernación del tucumán (siglos XVI-XVII). *Memoria Americana* 15 : 157-184.
- GONZÁLEZ NAVARRO, Constanza, 2009 : « La incorporación de los indios desnaturalizados del valle Calchaquí y de la región del Chaco a la jurisdicción de Córdoba del Tucumán. Una mirada desde la visita del oidor Antonio Martines Luxan de Vargas, 1692-1693 ». *Jahrbuch für Lateinamerikas* 46 : 231-259.
- ISLA, Alejandro, 2002 : *Los usos políticos de la identidad. Indigenismo y estado*. Editorial de las ciencias, Buenos Aires.
- JAIMES FREYRE, Ricardo 1915 : *El Tucumán colonial*. Coni hermanos, Buenos Aires.
- LAFONE QUEVEDO, Samuel, 1888 : *Londres y Catamarca*. Imprenta y Librería de Mayo, Buenos Aires.
- LARROUY, Antonio, 1923 : *Documentos del Archivo de Indias para la historia del Tucumán*, vol. 1. Santuario de Señora del Valle, Buenos Aires.
- LEVILLIER, Roberto, 1922 : *Audiencia de Charcas, Correspondencia de presidentes y oidores*. Sucesores de Rivadeneyra, Madrid.
- , 1926 : *Papeles eclesiásticos del Tucumán*. 2 vol., Juan Pueyo, Madrid.
- , 1926-1930 : *Nueva crónica de la conquista del Tucumán*. 3 vol., Buenos Aires-Varsovie.
- LIBERANI, Inocencio, et Rafael HERNÁNDEZ, 1950 [1877] : *Excursión arqueológica en los valles de Santa María, Catamarca*. Universidad Nacional de Tucumán, Instituto de Antropología, Tucumán.
- LIZONDO BORDA, Manuel, 1941-1944 : *Documentos coloniales relativos a San Miguel de Tucumán y a la gobernación de Tucumán*. 6 vol., Junta Conservadora del Archivo Histórico de Tucumán, Tucumán.
- LÓPEZ CABALLERO, Paula 2012 : *Les Indiens et la nation au Mexique. Une dimension historique de l'altérité*. Karthala, Paris.
- LÓPEZ DE ALBORNOZ, Cristina, 1990 : « Las desnaturalizaciones Calchaquíes y sus efectos en las poblaciones trasladadas al Valle de Choromoros ». *Anuario de estudios americanos* XLVII : 29-42.
- , 1991 : « Las poblaciones aborígenes del Valle de Choromoros en el siglo XVII ». *Memoria Americana* 1 : 29-56. Buenos Aires, FFyL-UBA.
- , 2003 : *Los dueños de la tierra. Economía, sociedad y poder en Tucumán (1770-1820)*. Tucumán, CONICET-Universidad Nacional de Tucumán.
- , 2006 : « Tierras comunales, tierras fiscales: el tránsito del orden colonial a la revolución ». *Revista Andina* 43 : 215-238.
- LÓPEZ DE ALBORNOZ, Cristina, et Ana BASCARY, 1996 : « Pueblos indios de Colalao y Tolombón : Identidad Colectiva y Articulación étnica y social (siglos XVII-XIX) ». *Humanitas* 27, Revista de la Facultad de Filosofía y Letras, UNT.
- LORANDI, Ana María 1988 : « El servicio personal como agente de desestructuración en el Tucumán colonial ». *Revista andina* 6(1) : 135-173.
- , 1997 : *De quimeras, rebeliones y utopías. La gesta de Pedro Bohorquez*. Pontificia Universidad Católica del Perú, Lima.
- LORANDI, Ana María (dir.) 1997 : *El Tucumán Colonial y Charcas*. FFyL-UBA, Buenos Aires.
- LORANDI, Ana María, et Roxana BOIXADOS, 1987-1988 : « Etnohistoria de los valles Calchaquíes en los siglos XVI y XVII ». *Runa* 17-18 : 263-419.
- LOZANO, Pedro, 1873 [1745] : *Historia de la conquista del Paraguay, Tucumán y Río de la Plata*. Andrés Lama. AHN, Buenos Aires, 2010.
- MATA DE LOPEZ, Sara, 1990 : « Estructura agraria. La propiedad de la tierra en el Valle de Lerma, valle Calchaquí y la frontera Este (1750-1800) ». *Andes* 1 : 47-88.

- , 2000 : *Tierra y poder en Salta. El Noroeste Argentino en vísperas de la independencia*. Diputación de Sevilla, Sevilla.
- MERCADO y VILLACORTA, Alonso, 1658 [1941-1944] : « Mandamiento del gobernador Alonso de Mercado y Villacorta sobre compostura de armas necesarias para la defensa de Esteco », in M. Lizondo Borda, *Documentos coloniales relativos a San Miguel de Tucumán y a la gobernación de Tucumán*, vol. IV : 100-101. Junta Conservadora del Archivo Histórico de Tucumán, Tucumán.
- , 1661a [1923] : « Carta del gobernador Alonso de Mercado y Villacorta sobre el número de los indios prisioneros y del modo como se repartieron. Buenos Aires, 05-05-1661 », in A. Larrouy (dir.), *Documentos del Archivo de Indias para la historia del Tucumán*, vol. 1 : 237-242. Santuario de Señora del Valle, Buenos Aires.
- , 1661b [1941] : « Informe que contiene el el estado en que deja la provincia de Tucumán 11-05-1661 », in J. Torre Revello : « La memoria del primer gobierno de Mercado y Villacorta en Tucumán, 1655-1660 ». *Boletín del Instituto de investigaciones históricas* XXV : 34-51.
- , 1666 [1923] : « Carta del gobernador Alonso de Mercado y Villacorta sobre el resultado que iba dando la pacificación de Calchaquí. S. Miguel 27-01-1666 », in A. Larrouy (dir.), *Documentos del Archivo de Indias para la historia del Tucumán*, vol. 1 : 266-270. Santuario de Señora del Valle, Buenos Aires.
- , 1669 [1923] : « Razón y memoria de los cabos y oficiales de guerra que asistieron a la pacificación y conquista de Calchaquí con las armas de Tucumán las tres campañas de 59, 65 y 66 », in A. Larrouy (dir.), *Documentos del Archivo de Indias para la historia del Tucumán*, vol. 1 : 276-297. Santuario de Señora del Valle, Buenos Aires.
- MONTES, Aníbal, 1961 : « El gran alzamiento diaguita ». *Revista del Instituto de Antropología 1*, Universidad del Litoral, Rosario : 81-159.
- MORALES PADRÓN, Francisco, 1979 : « Ordenanzas de descubrimiento, nuevas poblaciones y pacificaciones, 15-07-1573 », in F. Morales Padró (dir.), *Teoría y leyes de la conquista* : 489-518. Ediciones Cultura Hispánica del Centro Iberoamericano de Cooperación, Madrid.
- MOYANO ALIAGA, Alejandro, 1991 : *La Rioja. Revelaciones documentales acerca de su fundación*. Junta provincial de historia de Córdoba, Córdoba.
- NASTRI, Javier, 2003 : « Aproximaciones al espacio calchaquí ». *Anales Nueva Época 6*, Instituto Iberoamericano, Universidad de Göteborg : 99-125.
- NOLI, Estela, 2001a : « La declinación de la población indígena de la jurisdicción de San Miguel de Tucumán. 1600/1680 », in Oscar Noejovich (dir.), *América bajo los Austrias. Economía, cultura y sociedad* : 165-192. PUCP, Lima.
- , 2001b : « Indios ladinos del Tucumán colonial : los carpinteros de Marapa ». *Andes 12* : 139-172.
- , 2003 : « Pueblos de indios, indios sin pueblos : los calchaquíes desnaturalizados en la visita de Luján de Vargas de 1693 a San Miguel de Tucumán ». *Anales Nueva Época 6*, Göteborg : 330-363.
- OBREGÓN ITURRA, J.P. et J.M. ZAVALA CEPEDA, 2009 : « Abolición y persistencia de la esclavitud indígena en Chile colonial: estrategias esclavistas en la frontera araucanomapuche ». *Memoria Americana 17*(1) : 17-31.
- PACHECO DE OLIVEIRA, João, 2010 [1999] : « ¿Una etnología de los indios misturados? Identidades étnicas y territorialización en el Nordeste de Brasil ». *Desacatos 33* : 13-32.
- , (dir.), 2011 : *A presença indígena no Nordeste*. Contra-cap, Río de Janeiro.
- PAGE, Carlos, 2004 : « Los ejidos como espacio comunal de la ciudad de Córdoba del Tucumán ». *Revista de Indias LXIV*(232) : 635-650.
- PALERMO, Miguel Angel, et Roxana BOIXADÓS, 1991 : « Transformaciones en una comunidad desnaturalizada: los Quilmes, del Valle Calchaquí a Buenos Aires ». *Anuario del Instituto de Estudios Históricos y Sociales 6* : 13-42. Universidad Nacional del Centro de Buenos Aires, Tandil.
- PALOMEQUE, Silvia, 2006 : « La "historia" de los señores étnicos de Casabindo y Cochínoca (1540-1662) ». *Andes 17* : 139-194.
- PASTELLS, PABLO (s.j.) 1912 : *Historia de la Compañía de Jesús en la provincia del Paraguay*. Victoriano Suárez, Madrid.
- PIOSSEK PREBISCH, Teresa 1999 [1976] : *Pedro Bohórquez, El Inca del Tucumán 1656-1659*. Magma, Catamarca.
- PODGORNY, Irina, 2000 : *El argentino despertar de las faunas y de las gentes prehistóricas*. Eudeba-UBA, Buenos Aires.
- QUIJADA, Mónica, 2004 : « De la invisibilización al re-nacimiento : la cuestión indígena en la Argentina, s. XIX-XXI ». *Anales del Museo Nacional de Antropología X* : 117-152.
- QUINTIÁN, Juan Ignacio, 2008 : « Articulación política y etnogénesis en los valles calchaquíes. Los pulares durante los siglos XVII y XVIII ». *Andes 19* : 299-325.
- QUIROGA, Adán, 1897 : *Calchaquí. « La cultura argentina », Buenos Aires.*
- QUIROGA, Laura, 2003 : « El valle del Bolsón. La formación de un paisaje rural (siglos XVII-XVIII) ». *Anales Nueva Época 6*, University of Göteborg : 301-327.
- , 2007 : « Arquitectura de la vivienda prehispánica y colonial. Una perspectiva comparativa en el área valliserrana del Noroeste argentino », in Ana María Aranda Bernal (dir.), *Arquitectura vernácula en el mundo ibérico* : 71-77. Universidad Pablo de Olavide, Sevilla.
- , 2010 : « En sus huaycos y quebradas: formas materiales de la resistencia en las tierras de Malfín ». *Memoria Americana 18* : 185-209.
- RODRÍGUEZ, Lorena B., 2008a : *Después de las desnaturalizaciones. Transformaciones socio-económicas y étnicas al sur del valle Calchaquí. Santa María, fines siglo XVII-fines del XVIII*. Editorial Antropofagia, Buenos Aires.
- , 2008b : « Los ingamana en Andalgalá a principios del siglo XVIII. Notas sobre la identidad y la memoria ». *Andes 19* : 279-299.
- , 2008c : « Mestizos o indios puros? El valle Calchaquí y los primeros antropólogos ». *Avá 13*. Disponible sur Internet : <http://www.scielo.org.ar/scielo.php?pid=S1851-1694200-8000200004&script=sci_arttext> (consulté le 26 sept. 2012).
- , 2009 : « Los usos del sistema judicial, la retórica y la violencia en torno a un reclamo sobre tierras comunales. Amaicha del Valle, siglo XIX ». *Runa 30*(2) : 135-150.
- , 2010 : « "Informar si el padrón que rige se conocen dos pueblos de indios de Amaicha". Re-estructuraciones socio-étnicas y disputas por tierras entre la colonia y la república ». *Memoria Americana 18*(2) : 267-292.
- , 2011 : « El viaje de don Lorenzo y otros "peregrinajes". Reclamos territoriales, identidad y memoria en la comunidad de Amaicha del Valle », in L.B. Rodríguez (dir.), *Resistencias, conflictos y negociaciones. El valle Calchaquí desde el período prehispánico hasta la actualidad* : 124-143. Prohistoria, Rosario.
- RODRÍGUEZ, Lorena B. (dir.) 2011 : *Resistencias, conflictos y negociaciones. El valle Calchaquí desde el período prehispánico hasta la actualidad*. Prohistoria, Rosario.
- RUBIO DURÁN, Francisco, 1999 : *Punas, Valles y Quebradas: Tierra y Trabajo En El Tucuman Colonial, Siglo XVII*. Diputación Provincial de Sevilla, Sevilla.

- SOSA MIATELLO, Sara, et Ana María LORANDI, 1991 : « El precio de la libertad. Desnaturalización y traslados de indios rebeldes en el siglo XVII ». *Memoria Americana* 1(1) : 7-28.
- STEINMAN, Ana María, 2011 : « Detrás de lo criollo. Tensiones clasificatorias sobre lo indígena en Amaicha del Valle. Primeras décadas del siglo XX », in L.B. Rodríguez (dir.), *Resistencias, conflictos y negociaciones. El valle Calchaquí desde el período prehispánico hasta la actualidad* : 145-169. Prohistoria, Rosario.
- TELL, Sonia, 2010 : « Expansión urbana sobre tierras indígenas. El pueblo de La Toma en la Real Audiencia de Buenos Aires ». *Mundo agrario* 20. Disponible sur Internet : <<http://www.scielo.org.ar/pdf/magr/v10n20/v10n20a09.pdf>> (consulté le 26 sept. 2012).
- TERUEL, Ana, et Cecilia FANDOS, 2009 : « Procesos de privatización y desarticulación de tierras indígenas en el norte de Argentina en el siglo XIX ». *Revista Complutense de Historia de América* 35 : 233-256.
- TORRE REVELLO, José, 1941 : « La memoria del primer gobierno de Mercado y Villacorta en Tucumán, 1655-1660 ». *Boletín del Instituto de investigaciones históricas* XXV : 21-51.

- TORREBLANCA, Hernando de, 1999 [1696] : *Relación histórica de Calchaquí*. AGN, Buenos Aires.
- VARGAS MACHUCA, Bernardo de, 2003 [1599] : *Milicia y descripción de las indias*. Junta de Castilla y León, Valladolid.
- VÁZQUEZ, Federico Ignacio, 2011 : « Territorialidad y reproducción social. Los tinogasta en Belén, Catamarca, durante el siglo XVIII ». *Memoria Americana* 19(1). Disponible sur Internet : <http://www.scielo.org.ar/scielo.php?pid=S1851-37512011000100003&script=sci_arttext> (consulté le 1^{er} novembre 2012).
- VEZUB, Julio Esteban, 2010 : *Valentin Saygüequé y la Gobernación indígena de las Manzanas*. Prometeo Buenos Aires.
- WILDE, Guillermo (dir.) 2011 : *Saberes de la conversión. Jesuitas, indígenas e imperios coloniales en las fronteras de la Cristiandad*. SB, Buenos Aires.

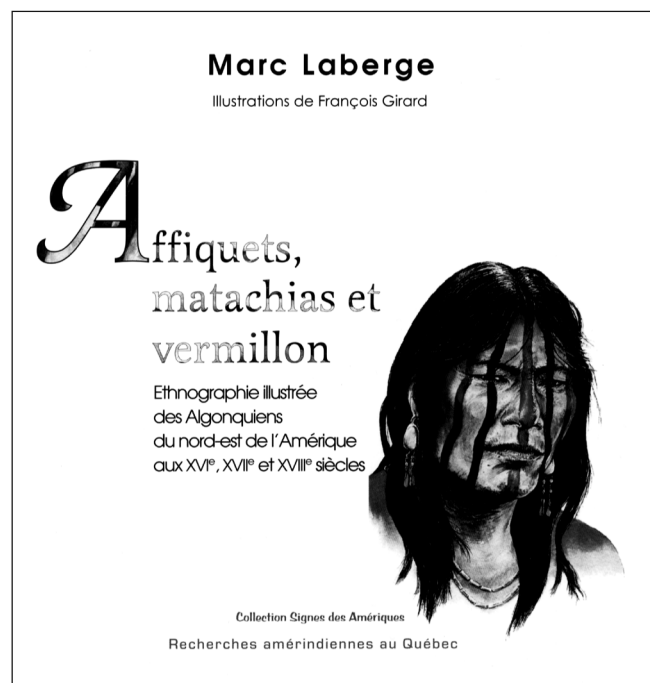
NOUVELLE ÉDITION MAINTENANT DISPONIBLE INCLUANT LE TEXTE INTÉGRAL SUR CD-ROM

Affiquets, matachias et vermillon

Ethnographie illustrée des Algonquiens du nord-est de l'Amérique aux XVI^e, XVII^e et XVIII^e siècles.

.....
par **Marc Laberge**

Illustrations de François Girard



À quoi ressemblaient les Algonquiens lorsque Champlain a fondé Québec en 1608 ? Comment étaient-ils vêtus, coiffés, maquillés ? Quels types d'ornements et de décorations portaient-ils ? Comment vivaient-ils ?

Marc Laberge et François Girard ont joint leurs recherches et leurs talents pour répondre à ces questions et tenter de créer une nouvelle iconographie documentée des Algonquiens de la Nouvelle-France.

Un volume de 227 pages contenant plus de 120 illustrations.

Collection « Signes des Amériques », n° 11

39 \$ (tps et frais de port inclus)

Faire parvenir votre commande accompagnée d'un chèque à :

Recherches amérindiennes au Québec
6742 rue Saint-Denis Montréal QC H2S 2S2